

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

L'anniversaire de la Révolution d'Octobre (G. Zinoviev). — Les causes de la victoire bolchevique (N. Lénine). — La Révolution et la culture (L. Trotski). — Le projet de budget français pour 1925 (Dupleix). — Congrès national du Parti (Bureau politique). — Le problème financier des relations franco-soviétiques (Lioubimov). — Le développement économique de l'Allemagne (E.

Varga). — En Italie : La peur de la Victoire (Edmond Pelouso). — Le Ku Klux Klan (Nguyen-ai-Quac). — L'imbroglie chinoise (Karl Radek). — L'expropriation des expropriateurs (Karl Marx). — Chronique des Cellules : Les expériences de nos Partis frères. — La Russie des Soviets : La solution soviétique du problème des nationalités (B. M.).

APRÈS SEPT ANS

L'Anniversaire de la Révolution d'Octobre

Le plus grand résultat

Si l'on me demandait quel est le plus grand des résultats des sept années écoulées, je pourrais répondre : C'est que tous les ouvriers et toutes les ouvrières de Russie sont aujourd'hui pour la Révolution d'Octobre.

Si des discussions ont lieu maintenant, s'il se produit des malentendus, ce n'est plus pour savoir si nous avons à choisir entre le système des Soviets ou la démocratie bourgeoise. L'étape est franchie, les travailleurs n'en parlent plus. Nous ne pensons maintenant qu'à affermir dans la société soviétiste l'industrie, à améliorer l'agriculture, l'instruction publique, la santé publique, etc. L'acquit le plus important des dernières années, c'est que la classe ouvrière a cessé de se demander s'il fallait ou non faire la Révolution.

Nous sommes entrés dans la bonne voie. Et si nous ne sommes pas encore parvenus à bâtir la société que doit bâtir la classe ouvrière, la faute n'en est pas à nous. Rien n'est plus réconfortant, aux heures d'épreuves et de découragement, lorsque quelque catégorie d'ouvriers s'aperçoit que ça ne va pas, rien n'est plus réconfortant que de se souvenir à ces moments de tout ce que nous avons vécu

Mauvais jours d'autrefois

Je me souviens qu'à la veille de la Révolution d'Octobre l'un des plus grands arguments contre la prise du pouvoir c'était l'insuffisance des stocks de pain de Pétrograd : il y en avait pour deux jours. La Révolution faite, disaient bien des camarades, Pétrograd n'aura plus de pain.

Je me souviens qu'au premier anniversaire d'Octobre nos orateurs — beaucoup avaient littérale-

ment les larmes aux yeux — rêvaient tout haut du temps où nous aurions de nouveau du pain blanc. Pendant des années il n'y eut pas, dans cette ville de Léninegrad ni dans toute la Russie travailleuse, de question plus brûlante que celle de la ration de pain. Elle ne se pose plus maintenant.

Puis vinrent des jours où la question du combustible parut vraiment de vie et de mort. Notre destinée était suspendue à un fil. Nous dûmes envoyer les meilleurs ouvriers de Pétrograd dans le Donietz pour qu'ils nous amenassent eux-mêmes quelques trains de charbon. Nous perdimes le Donietz. Nous vîmes la Russie lentement immobilisée par le froid. Les fabriques et les usines mouraient sous la glace. Nous apprenions chaque jour la mort de quelques enfants dans nos Maisons d'Enfants. Aucun espoir ne se levait à l'horizon.

Cette année, nos difficultés sont bien différentes. Nous ne savons que faire du charbon — dont il a été extrait 50 millions de pouds (1 poud = 16 kilos 400) de plus qu'il n'était prévu — et de notre pétrole. Les camarades de Bakou, arrivés hier avec un train de ravitaillement pour les inondés de Léninegrad, nous disent que l'extraction du naphte augmente, mais que l'exportation est faible. A mon avis, le malheur n'est pas grand. On aura besoin, de l'autre côté des frontières, de notre charbon et de notre pétrole.

Rappelez-vous le temps où les trains partant pour l'Ukraine chercher du blé s'arrêtaient maintes fois en route, les passagers devant couper du bois pour continuer leur voyage. Rappelez-vous notre papier-monnaie. Nous avons tous été millionnaires ou milliardaires. Ce n'était pas gai. Il semblait infiniment difficile de régler la question

financière, dans laquelle nous avons le moins d'expérience. C'est fait. Nous avons une monnaie soviétiste authentique. Il s'agit maintenant d'en avoir davantage pour augmenter les salaires de l'ouvrier et diminuer les impôts des paysans.

Rappelez-vous le coup de barre de 1921, la *Nep*. Tournant difficile. Bien des ouvriers hésitaient, même communistes. La Nouvelle Politique Economique n'allait-elle pas trahir les intérêts du prolétariat, rendre le pouvoir à la bourgeoisie. Maintenant encore des camarades, surtout des jeunes, n'y voient pas clair. L'envers de la *Nep* les trouble, ils perdent de vue notre perspective générale. Par la *Nep* nous allons au socialisme, à la pleine libération de la classe ouvrière.

En 1921, nous étions au tournant. Maintenant, la majorité et l'élément ouvrier conscient, ceux qui ont l'expérience de la production et de la vie, savent que le coup de barre a été juste, que la *Nep* n'est pas le rétablissement de l'ordre bourgeois, mais une meilleure adaptation de notre vie urbaine à la vie rurale. Certes, une certaine partie de la bourgeoisie en profite. Mais la *Nep* reste notre chemin. Et nous continuons de marcher vers notre but.

Griefs actuels

Aujourd'hui, ici, comme en toutes nos assemblées, des travailleurs forment leurs griefs. Des griefs, il y en a et il y en aura. Le salaire des cheminots est en retard dans le mouvement général. L'instituteur aussi est disgracié. En certains endroits, les textiles ne sont pas mieux lotis. Le salaire des métallurgistes n'est pas brillant non plus, même dans notre ville des métaux.

Il fut un temps où nous nous sentions nerveux, en de pareilles assemblées, de n'avoir rien à répondre à l'ouvrier qui n'avait pas de pain et pas de lait pour son enfant. Mais parmi les griefs formulés aujourd'hui, il en est de tout autres. Un camarade se plaint des progrès trop lents de la culture physique. Des ouvrières viennent de se plaindre de l'insuffisance et de l'éloignement des cours de musique Vassili Ostrov. Un camarade vient de prendre la parole au sujet du théâtre d'Alexandre où les nepmans ont trop de place et les ouvriers pas assez. Tout cela est important, mais n'est pas si important que l'on ne puisse prendre patience.

Peu à peu, bien lentement, mais sans arrêt, la vie reprend, s'améliore, se normalise, la production se relève, la condition des travailleurs s'améliore. Certes, je ne nierai pas que beaucoup reste à faire. Mais nous voyons de plus en plus clair, nous sommes en progrès, nous n'avons pas à craindre pour notre avenir.

La question paysanne

Deux questions me paraissent aujourd'hui capitales dans la vie intérieure du pays soviétiste. L'une concerne la campagne, le paysan et nos rapports avec lui. L'autre, l'augmentation du rendement du travail.

Le relèvement de l'agriculture n'est pas niabile. Les conséquences de la mauvaise récolte ne seront pas aussi fâcheuses que nous avons pu le craindre. Mais la classe ouvrière ne peut pas garder le pouvoir sans l'appui actif des paysans. Elle ne pourra pas commencer l'édification socialiste sans une bonne liaison avec la campagne. La classe ouvrière au pouvoir doit raisonner comme le maître

d'une grande entreprise. Elle doit savoir que si les dizaines de millions de paysans ne se rendent pas bien clairement compte de ce qui se passe chez nous, il peut en résulter d'incalculables difficultés. Il faut savoir montrer aux paysans la situation véritable de l'ouvrier. Lui montrer comment les meilleurs d'entre nos camarades de travail emploient dans les villes leurs dernières forces à remettre des usines en marche. Et il faut aussi que chaque ouvrier se rende compte que lorsque se pose la moindre question de salaire, la moindre question d'intérêts matériels, le gouvernement soviétiste doit peser chaque mesure fiscale, chaque impôt, chaque dépense, afin de ne pas avoir d'exigences trop lourdes vis-à-vis des paysans, car l'alliance véritable des deux classes ouvrière et paysanne est la base de tout.

Ne perdez pas de vue, camarades, que les ouvriers sont en minorité dans notre pays. Les paysans sont de beaucoup plus éparpillés, plus arriérés, moins organisés que les travailleurs des villes. De là les états d'esprit fâcheux qu'il nous arrive de constater chez eux et dont nous devons toujours tenir le plus grand compte.

Il y a encore dans notre pays des régions où les articles d'usage courant, tout à fait ordinaires à la ville, constituent un luxe véritable. Aussi l'ouvrier conscient doit-il savoir que le salaire, le budget, le travail gouvernemental, y compris l'instruction, tout doit être envisagé, chez nous, en tenant compte des besoins du paysan et, notamment, du paysan le plus désavantagé, le plus arriéré, le plus pauvre.

Le pouvoir des Soviets est encore loin d'être aussi bien organisé dans les campagnes que dans les centres urbains. Nous venons à peine d'appliquer un décret fixant des traitements tant soit peu raisonnables à plusieurs catégories d'organiseurs des campagnes : juges populaires, miliciens, président d'Exécutif des Soviets, instituteurs. Nous ne faisons que commencer dans les campagnes l'édification d'un pouvoir bien organisé et cultivé tel que nous l'avons réalisé dans les villes. Nous sommes à pied d'œuvre. Et le Parti, pour remplir sa tâche, a besoin du concours de tous les travailleurs en contact avec la campagne.

Nous venons de penser à mieux organiser les élections de Soviets ruraux. En sept années, une génération nouvelle de paysans, qui ont passé par les fronts de guerre, la ville, les jeunesses communistes, s'est formée. — Rien n'est plus important à présent que de soviétiser la campagne, d'éveiller l'activité des paysans sans parti, d'en finir, dans les villages, avec la bureaucratie, la grossièreté, les pots-de-vin, l'ivrognerie, les abus.

La classe ouvrière se distingue de la bourgeoisie précisément en ce qu'elle est jeune, neuve, à peine arrivée au pouvoir et qu'elle a l'avenir. Elle doit considérer le chemin à parcourir, avoir des perspectives nettes. La Révolution arrive à un moment où la question paysanne sera pour elle une des plus décisives.

L'augmentation du rendement du travail

L'autre question est celle de l'augmentation du rendement du travail. En 1920, nous parlions d'augmenter la production. A cette époque, les salaires n'étaient guère payés, puisqu'ils l'étaient en un papier monnaie dérisoirement déprécié. La plupart des ouvriers confectionnaient, pour vivre, des briquets et d'autres menus ustensiles. En ce temps-là, nos efforts, pour élever la productivité du tra-

vail étaient condamnés. Il n'en est pas de même aujourd'hui. Dans une mesure de 50 %, l'augmentation du rendement du travail dépend désormais non de l'ouvrier lui-même, mais de l'Etat, de l'administration, du syndicat, de notre organisation générale en un mot. Les autres 50 %, camarades, dépendent de vous.

La journée de 8 heures est aujourd'hui un minimum. Nous devons arriver à la journée de 8 heures complètes de chaque ouvrier, dans chaque usine. A ce prix, nous élèverons le rendement du travail.

Notre situation internationale

A propos de notre situation internationale aussi, il n'est pas inopportun d'évoquer nos débuts. On nous disait : Vous arriverez peut-être à avoir la majorité dans la classe ouvrière de Pétrograd et de Moscou ; vous prendrez le Palais d'Hiver ; vous constituerez un gouvernement : ne comprenez-vous pourtant pas que ce sera folie, que tôt ou tard le capital étranger vous imposera sa loi, que si ce ne sont les Allemands, ce seront les Anglais ou les Japonais qui vous battront. Que pourra votre armée rouge, qui vient de naître, que pourra votre faible classe ouvrière contre les cuirassés anglais, les canons allemands, les tanks français ?

Et le fait est que l'état de la Révolution fut alors désespéré. Nous étions cernés. Nous ne pouvions prévoir le danger du lendemain. Nul d'entre nous n'a oublié les avions allemands survolant Pétrograd, la prise de Pskow, l'occupation de l'Ukraine et du Don, par les Allemands, du Caucase et d'Arkhangelsk par les Anglais. Pendant la Révolution d'Octobre, l'impérialisme allemand fut notre ennemi le plus redoutable. Nous dûmes signer la paix humiliante et onéreuse de Brest-Litovsk ; les ouvriers russes signèrent, la rage au cœur, espérant bien que les temps changeraient. Les classes dirigeantes allemandes nous menacent-elles maintenant ? Elles ont bien trop à faire pour se défendre elles-mêmes contre les ouvriers.

Nous venons d'apprendre que le gouvernement français s'est enfin décidé à reconnaître de jure l'Union soviétiste. Un journal bourgeois français écrit que lorsque deux amoureux se sont quittés, il leur est assez difficile de se retrouver et qu'il faut alors créer d'abord une atmosphère favorable... Ainsi nous avons eu l'alliance franco-russe — alliance du tsar et des banquiers français — délicieuse idylle. Puis les amoureux se quittent et les réconcilier devient fort délicat. Reconnaître la Russie soviétiste a précisément été difficile à la France à cause du grand amour qu'elle nous porte. C'est la façon de raisonner des journalistes bourgeois de Paris qui oublient que le roman de l'alliance franco-russe n'intéressait, en Russie, que les Romanov, et n'apportait au peuple russe que la ruine. Le peuple, lui, n'avait qu'à payer l'intérêt des emprunts russes qui servaient à l'autocratie à l'entretien des prisons, aux aventures militaires en Extrême-Orient, à enrichir les financiers. Cette idylle ne recommencera plus.

Il s'agit aujourd'hui d'une reprise pratique des relations.

Marty, en 1919, sans connaître un mot de russe, savait déjà très bien quels étaient ses devoirs de marin français qu'on envoyait tirer sur des marins russes. « Nous tournerons, disait-il, nos armes contre nos propres chefs et le prolétariat français sera avec nous. » L'Internationale Communiste a noué des relations avec les ouvriers et

les paysans français, des relations qui resteront saines de peuples amis qui n'ont pas besoin de la sanction juridique des capitalistes.

Quant à la reprise des relations pratiques avec le gouvernement français actuel, elle sera utile aux deux parties. Les bourgeois français les plus cassants ne rêvent plus de nous faire payer toutes les vieilles dettes du tsar. Qu'ils n'y pensent pas. Les dettes du tsar, ils ne les reverront pas. C'est un chapitre fini. Nous n'avons pas fait une Révolution pour les payer. Nous avons d'autres occasions d'employer notre argent. La France bourgeoise, du reste, ne serait pas fâchée de nous tordre le cou. Ce n'est pas faute de le vouloir qu'elle en arrive à nous reconnaître. L'impérialisme a son arrière, un arrière douteux, où il y a des ouvriers, des soldats, des marins, des Marty.

Deux mots sur l'Angleterre. Vous n'avez pas oublié, camarades, que l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Buchalan, fut le maître véritable de Pétrograd avant la Révolution. Il tint entre ses mains d'abord le gouvernement impérial, puis le gouvernement provisoire. Il écrit maintenant ses mémoires et raconte ses rendez-vous furtifs avec les socialistes-révolutionnaires Gotz et Avksientiev, après la Révolution d'Octobre, lorsqu'ils espéraient reprendre le pouvoir. Kerensky était à la dévotion de Buchalan. Tseretelli aussi. Cet ambassadeur d'Angleterre fut plus tard un des organisateurs du blocus et de l'intervention. Et nous venons d'assister, en Angleterre, à une bataille politique entre les partis à propos d'un emprunt que le gouvernement socialiste Macdonald était disposé à nous consentir. Quelques 150.000.000 de dollars. Le libéral Lloyd George n'en voulait pas entendre parler. Macdonald lui répondit que l'intervention contre le bolchevisme avait coûté à l'Angleterre beaucoup plus cher, 500.000.000 de dollars environ. Les impérialistes anglais, pour nous assommer, n'ont pas regardé à la dépense, ni demandé de garanties, ni demandé des intérêts. Quels résultats ont-ils obtenus ?

Toute l'Angleterre vient de traverser une orageuse campagne électorale dans laquelle il a surtout été question de l'Union soviétiste, de l'emprunt soviétiste. A cet exemple, il me semble que l'on voit quel progrès a fait la Révolution. Quant à nous, nous avons promis aux prêteurs anglais un intérêt assez élevé afin qu'ils tinsent les vieilles dettes pour réglées. Les propriétaires anglais expropriés en Russie réclament leurs biens ; nous leur offrons de leur emprunter des capitaux à un taux de l'intérêt un peu au-dessus du taux normal. Nous gardons les usines nationalisées. Et ces contre-propositions, des capitalistes britanniques les étudient, les défendent avec zèle. Prêter à l'Union soviétiste, leur serait en effet avantageux. Nous ne payons pas pour le tsar, mais nos propres engagements nous les tenons.

Le Japon fut aussi un de nos agresseurs. Nous négocions maintenant avec lui. Il émit naguère des prétentions sur la moitié à peu près de la Sibérie. Il négocie maintenant l'évacuation de la partie russe de Sakhaline.

Il n'est plus au pouvoir de personne d'obliger la classe ouvrière russe de rendre le pouvoir à la bourgeoisie. La bourgeoisie des pays d'Occident, du reste, a trop le souci de son propre salut pour penser maintenant sérieusement à notre perte. Les situations ont changé.

La bourgeoisie a essayé de fonder son Internationale. Sa Ligue des Nations végète dans l'impuissance.

Le pays soviétiste et l'Internationale

Par l'Internationale Communiste, notre pays soviétiste est devenu l'appui, l'allié, l'ami des travailleurs des usines dans le monde entier et des travailleurs des campagnes déjà en bien des contrées

La conjuration internationale de la bourgeoisie contre nous a échoué. Si l'Angleterre, seule, a dépensé un demi-milliard de dollars, à combien se sont montés les frais totaux de l'intervention ? Ils n'ont pas dû être inférieurs à 2 milliards et demi de dollars, argent perdu, cause perdue, parce que la bourgeoisie est historiquement condamnée. Nous ne savons pas le temps qu'elle mettra à quitter la scène, mais nous savons qu'elle est condamnée.

Pour nous, classe ouvrière internationale, le plus difficile était de faire la première brèche, de

commencer. Nous avons commencé et tenu parmi les difficultés dont nous ne pouvions même surpasser nous faire une idée. Blocus, épidémie, famine de 1922 provoquant jusqu'au cannibalisme, nous avons tout surmonté. Parce que nous avions la puissance de la classe ouvrière alliée à la paysannerie, parce que la Révolution avait éveillé des forces créatrices si grandes que les plus audacieux des révolutionnaires n'osaient en rêver. Mais nous avons eu un homme, un grand homme qui, au temps où le capital étranger ployait sous le joug des travailleurs russes, longtemps à l'avance, savait que l'ouvrier russe vaincrait. J'ai nommé Lénine.

Dressant le bilan de tout ce qui a été vécu et fait, nous devons bien conclure : Lénine n'est plus, mais sa cause triomphe.

G. ZINOVIEV.

Les causes de la victoire bolchevique

Extraits de la brochure de N. Lénine : Les Elections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Proletariat, écrite en décembre 1919, et parue peu après, en français, aux Editions de l'Internationale Communiste, Pétrograd.

Les élections à l'Assemblée Constituante et leur signification

36.262.560 électeurs en tout ont voté au mois de novembre 1917.

La répartition des voix entre les partis est la suivante : les socialistes-révolutionnaires russes ont obtenu 16.4 millions de voix et, si l'on y ajoute les socialistes-révolutionnaires des autres nations (ukrainiens, musulmans, etc.), 20.9 millions de voix, soit 58 % du total.

Les menchéviks ont obtenu 668.064 voix et, si on leur ajoute les groupes analogues, socialistes-populistes (312.000), *Edinstvo* (l'Unité, 25.000), coopérateurs (51.000), socialistes-démocrates ukrainiens (95.000), socialistes ukrainiens (507.000), socialistes allemands (44.000) et finlandais (11.000), nous obtenons un total de 1.7 millions.

Les bolchéviks ont obtenu 9.023.963 voix.

Les cadets en ont obtenu 1.856.639. En leur ajoutant l'Union des propriétaires terriens et des agriculteurs (215.000), les droitiers (292.000), les vieux croyants (73.000), les nationalistes : juifs (550.000), musulmans (576.000), lettons (67.000), polonais (155.000), bachkirs (195.000), cosaques (79.000), allemands (130.000), blancs-russiens (12.000), et les listes de divers groupes et de diverses organisations (418.000), on obtient, pour le total des voix accordées aux partis bourgeois, le chiffre de 4.6 millions.

On sait que menchéviks et socialistes-révolutionnaires firent bloc de février à octobre 1917. D'ailleurs, le cours des événements, à cette époque et depuis, a démontré que ces deux partis représentent la démocratie petite-bourgeoise qui se qualifie à tort socialiste — comme tous les partis de la seconde Internationale.

En réunissant les trois groupements fondamentaux des partis, nous obtenons, pour les élections à l'Assemblée Constituante, les totaux suivants :

Parti prolétarien (bolchévik)	9.02 millions	=	25 %
Partis de la démocratie petite-bourgeoise (menchéviks, s.-r., etc.)	22.62	—	= 62 %
Partis des propriétaires et de la bourgeoisie (cadets, etc.)	4.62	—	= 13 %

En tout... 36.26 millions = 100 %

On voit, d'après les données régionales, que les bolchéviks formaient, pendant les élections à l'Assemblée Constituante, le parti du Proletariat, tandis que les socialistes-révolutionnaires formaient celui des paysans. Dans les régions purement agricoles de la Grande Russie (Volga et Terres-Noires, Sibérie, Orient-Oural) et en Ukraine, les s.-r. réunissaient 62 % à 77 % des voix. Dans les centres industriels, les bolchéviks avaient sur eux la prédominance. Cette prédominance est amoindrie dans les chiffres régionaux cités par N. V. Sviatitzki, parce que les districts les plus industriels sont groupés chez lui avec des districts peu ou pas industriels. Les chiffres fournis par Sviatitzki par gouvernements pour les partis s.-r. bolchévik et cadets et pour les autres groupes nationaux démontrent, par exemple, que :

Dans la région du Nord, la prédominance des bolchéviks paraît insignifiante : 40 % contre 38 %. Mais dans cette région se trouvent des districts non-industriels (gouvernements d'Arkhangel, de Vologda, de Novgorod, de Pskov) où les s.-r. prédominaient, et des districts industriels : Pétrograd-ville 45 % (du nombre des voix), bolchévik, 16 % s.-r. ; Finlande, 72 % bolchéviks, 0 % s.-r.

Des gouvernements de la région industrielle centrale, celui de Moscou a donné 56 % aux bolchéviks, 25 % aux s.-r.; le rayon de la ville de Moscou 50 % bolchéviks et 8 % s.-r.; le gouvernement de Tver 54 % bolchéviks, 39 % s.-r.; celui de Wladimir 56 % bolchéviks, 32 % s.-r.

Notons, en passant, combien sont ridicules en présence de tels faits les reproches adressés aux bolchéviks de n'être soutenus que par une « minorité » prolétarienne. Or, ces allégations, les

menchéviks (668.000 voix et, avec celles de Transcaucasie, 760 ou 800.000 voix contre 9 millions aux bolchéviks) et les social-traitres de la II^e Internationale ont coutume de les répéter.

L'union de la ville, des campagnes et de l'armée a donné la victoire au prolétariat

Comment donc ce miracle, la victoire des bolchéviks n'ayant que le quart du nombre total des voix — sur les démocrates petits-bourgeois alliés à la bourgeoisie et disposant avec elle de trois quarts des voix, a-t-il pu s'accomplir

Car il serait tout à fait ridicule de contester encore cette victoire après que la toute-puissante Entente ait, pendant deux années entières, fourni son aide à tous les ennemis du bolchévisme

Mais le fait est, précisément, que la furieuse haine politique des vaincus — et tous les adhérents de la II^e Internationale sont de ce nombre — ne leur a pas même permis de poser avec sérieux la question politique et historique, du plus puissant intérêt, des causes de la victoire bolchévique. Le fait est, précisément, qu'il n'y a « miracle » que du point de vue de la vulgaire démocratie petite-bourgeoise dont la profonde ignorance et les préjugés se révèlent dans cette question et dans la réponse que l'on y fait.

Du point de vue de la lutte des classes et du socialisme — de ce point de vue auquel la II^e Internationale a cessé de se placer — la question est incontestablement tranchée.

Les bolchéviks ont vaincu d'abord parce qu'ils avaient eux l'immense majorité du prolétariat et parmi le prolétariat l'élite la plus consciente, la plus révolutionnaire. L'avant-garde véritable de la classe avancée.

Prenons les deux capitales, Pétrograd et Moscou. Au total, 1.765.000 voix y ont été données à l'Assemblée Constituante. De ce nombre :

Les s.-r. en ont obtenu.....	218.000
Les bolchéviks en ont obtenu....	837.000
Les cadets en ont obtenu.....	515.000

Les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates (Tchernov, Martov, Kautsky, Longuet, Mac Donald et Cie) auront beau se frapper le front devant les idoles de l'« égalité », du « suffrage universel », de la « démocratie », de la « démocratie pure » ou de la « démocratie conséquente », le fait économique et politique de l'inégalité de la ville et de la campagne ne disparaîtra pas pour cela.

Ce fait est inévitable sous le régime capitaliste, en général, et pendant la période de transition du capitalisme au communisme, en particulier.

La ville ne peut pas être l'égal de la campagne. La campagne ne peut pas être l'égal de la ville dans les conditions historiques de notre époque. La ville entraîne inévitablement après elle la campagne. La campagne suit inévitablement la ville. Toute la question est de savoir quelle classe, parmi celles « de la ville », saura entraîner après elle la campagne, et quelles formes revêtira cette direction de la ville.

En novembre 1917, les bolchéviks avaient avec eux l'immense majorité du prolétariat. Le parti, qui rivalisait avec eux, celui des menchéviks, était à ce moment complètement défait (9 millions de voix contre 1,4 en additionnant les 668.000 de Russie et les 700.000 à 800.000 voix menchéviks de Transcaucasie).

D'ailleurs, ce parti avait vaincu pendant une lutte de quinze ans (1903 à 1917), au cours de laquelle l'avant-garde du prolétariat s'était aguerrie, organisée, éclairée, et avait formé une véritable avant-garde révolutionnaire. En outre, la première révolution, celle de 1905, avait préparé les rapports mutuels des deux partis, faisant, par rapport aux événements de 1917-1919, une sorte de répétition générale.

Les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent « socialistes », dans la II^e Internationale éludent volontiers la plus sérieuse des questions historiques en n'y répondant que par quelques douces phrases sur l'« unité » du prolétariat. Cette douce phraseologie leur fait oublier le fait historique de l'accumulation de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier de 1871 à 1914 ; elle leur fait oublier (ou ne pas vouloir y penser) les causes du krach de l'opportunisme en août 1914 et les causes de la scission du socialisme international en 1914-1917.

L'art d'être les plus forts

Sans une préparation sérieuse, variée et complète de la partie révolutionnaire du prolétariat, à l'expulsion et à l'écrasement de l'opportunisme, il est absurde de penser à la dictature du prolétariat. Cette leçon de la révolution russe, il faudrait l'imprimer au visage des chefs de la social-démocratie « indépendante » d'Allemagne, du socialisme français, etc., qui voudraient maintenant se tirer d'affaire par une reconnaissance purement verbale de la dictature du prolétariat.

Voyons plus loin. Les bolchéviks n'avaient pas seulement avec eux la majorité du prolétariat et l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire, trempée dans une lutte longue et opiniâtre contre l'opportunisme. Ils avaient, si l'on peut employer ici un terme militaire, dans les capitales, de magnifiques « troupes d'assaut ».

Avoir au moment décisif et au lieu où l'action se décide, une écrasante suprématie des forces — cette loi régissant les succès militaires régit aussi les succès politiques, surtout pendant l'ère de guerre des classes qu'on appelle la révolution.

Les capitales ou, plus généralement, les grands centres du commerce et de l'industrie (en Russie, les capitales sont aussi des grandes centres industriels et commerciaux, ce qui n'est pas nécessaire) décident dans une assez large mesure les destinées politiques du peuple, à condition, naturellement, de recevoir un appui suffisant des forces locales, de la campagne — appui qui peut n'être pas immédiat.

Dans les deux capitales, dans les deux centres industriels et commerciaux les plus importants de la Russie, les bolchéviks avaient une supériorité numérique écrasante. Nous avions ici presque quatre fois plus de voix que les s.-r. Nous étions ici plus forts que les s.-r. et les cadets ensemble. Nos adversaires, en outre, étaient dévisés, car la coalition des cadets, des s.-r. et des menchéviks (à Pétrograd et à Moscou les menchéviks n'obtinrent que 3 % des voix) était extrêmement compromise devant les masses. A ce moment, il ne pouvait être question d'aucune union véritable des s.-r. et des menchéviks avec les cadets, contre nous. Comme on sait, en novembre 1917, les leaders mêmes des s.-r. et des menchéviks, cent fois plus familiers avec l'idée du bloc cadet-s.-r.-men-

chéviki que les ouvriers et les paysans de leur parti, pensaient à s'allier avec nous contre les cadets (et nous marchandâient même leur appui).

C'est avec certitude que nous conquîmes, en octobre et novembre 1917, les capitales, où nous avions une écrasante supériorité de forces et la meilleure préparation politique, tant au sens du recrutement, de la concentration, de l'instruction, de l'épreuve et de la trempe des « troupes » bolchéviques qu'au sens de la désagrégation, de la débilité, de la désunion, de la démoralisation de celles de l'ennemi.

Ayant ainsi la possibilité de nous emparer, par une action décisive, à coup sûr, des deux capitales,

des deux centres (sous les rapports économique et politique), de tout l'appareil de l'Etat capitaliste, nous pouvions, malgré la résistance exaspérée de la bureaucratie et des « intellectuels », malgré leur sabotage, etc., prouver en fait, au moyen de l'appareil gouvernemental central, aux masses laborieuses, que le prolétariat est leur seul allié sûr, leur seul guide et ami.

N. LENINE.

Note de la Réd. : Les sous-titres sont ajoutés par nos soins. Nous avons, par contre, supprimé dans le texte les tableaux statistiques empruntés à l'ouvrage de N. V. Sviatitzki, *L'Année de la Révolution Russe*, 1917-18.

La Révolution et la Culture

A propos du portrait de Lénine tracé par Gorki

Gorki se sépare des communistes, ainsi qu'il l'écrit lui-même, sur l'appréciation du rôle des intellectuels. Il est d'avis que les meilleurs vieux bolchéviques éduquaient précisément des centaines d'ouvriers « dans l'esprit de l'héroïsme social et d'une haute intellectualité » (!). En termes plus simples et plus exacts, Gorki ne s'accorde avec les bolchéviques que tant que ceux-ci ne sortent pas de la période de formation de leurs premiers cadres intellectuels et ouvriers. Le bolchévique de 1903-1905, lui est proche. Mais le bolchévique de la révolution d'octobre, mûri, virilisé, qui accomplit d'une main inflexible ce que l'on ne faisait qu'esquisser vaguement quinze ans auparavant, est à Gorki étranger et hostile. Gorki, lui-même, avec sa constante aspiration vers une culture et une intellectualité plus haute, s'est arrangé ou ne sait comment pour rester à mi-chemin. Il n'est ni clerc, ni laïc : il chante les psaumes de la culture. De là son attitude dédaigneuse envers la raison des masses et le marxisme, bien que le marxisme, au contraire du subjectivisme, repose non sur la foi en la raison des masses, mais sur la logique du procès social matériel qui, en dernier lieu, se subordonne la raison des masses. Mais le chemin vers ce but n'est pas simple, il est vrai, et l'on y casse pas mal de vaisselle, culturelle y compris, ce que Gorki ne supporte pas. Il pense que la vaisselle culturelle doit être non pas cassée, mais contemplée. Pour rapprocher un peu Lénine de lui-même, il se console en disant que « Ilitch lui aussi, plutôt souvent, souffre de ces choses » — c'est-à-dire que brisant impitoyablement toutes les résistances, Lénine avait à soutenir une lutte intérieure, à vaincre l'amour de l'homme, l'amour de la culture, à vivre un drame moral. En un mot, Gorki attribue à Lénine la contradiction intérieure des intellectuels, cette « conscience malade » si en honneur naguère, auprès précieux du vieil intellectualisme radical.

Lénine était fait d'une seule pièce. D'une pièce de haute qualité, de structure complexe, mais entière, où tous les éléments s'accordaient parfaitement. A la vérité, Lénine évitait souvent de parler avec des intercesseurs, faiseurs de démarches, représentants, et d'autres gens analogues. « Que quelqu'un d'autre les reçoive, disait-il, avec un petit rire évusif, ou je serai encore trop bon »

Oui, il avait maintes fois peur d'être « trop bon », connaissant la portée de l'ennemi et la béate candeur des intercesseurs et considérant à l'avance toute mesure de dure précaution comme insuffisante. Il préférerait nier l'ennemi invisible, afin de ne pas distraire sa vue sur des choses fortuites, afin de ne pas « être trop bon ». Mais ici encore, c'était le fruit d'un tranquille calcul politique, nullement la manifestation d'une « conscience malade », toujours liée au manque de volonté, au larmoiement et à d'autres suaves qualités du « typique intellectuel russe ».

Mais ce n'est pas encore tout. Gorki, nous l'apprenons de lui, reprochait à Lénine de « comprendre le drame des mœurs d'une façon simplifiée » (*hum, hum !*) alors que cette simplification menaçait de tuer la culture (*hum ! hum !*). Au faite des années 1917-1918, quand on tirait sur le Kremlin, quand des marins (cela arrivait quelquefois, mais surtout dans la calomnie bourgeoise) éteignaient leurs cigarettes sur des Gobelins, quand des soldats se taillaient dans les toiles de Rembrandt des molletières extrêmement incommodes et impratiques (des représentants de la « haute intelligence » se lamentaient certainement en ces termes, chez Gorki), Gorki perdit tout son sang-froid et devint le héraut désespéré de la culture. Hélas ! Hélas ! Horreur et barbarie ! Les bolchéviques vont casser tous les vases historiques, en couleur, en terre cuite, de nuit et autres. Lénine lui répondait : « Nous en casserons la quantité qu'il faudra et si nous en cassons trop, la faute en sera aux intellectuels qui défendent des positions indéfendables. » — N'était-ce pas étroitesse de vue ? N'était-ce pas qu'il simplifiait — Dieu lui pardonne — le « drame de l'existence » ? On n'a même pas envie d'examiner d'un peu près ces réflexions.

Le contenu de la vie de Lénine, n'était pas de déplorer la complexité des mœurs — mais de les transformer. Il fallait, à cette fin, embrasser l'existence sociale dans ses principaux éléments, y discerner les principales tendances de développement et leur subordonner toutes les autres. Précisément parce qu'il avait cette grande maîtrise créatrice, il considérait comme un maître économiste le « drame social » ; ceci, nous le briserons, ceci

nous le casserons, cela, pour le moment, nous le consoliderons. Lénine voyait toutes les particularités, tout l'individuel, tous les détails. Et s'il « simplifiait » élaguant les éléments secondaires, ce n'était pas faute de les remarquer, mais sachant bien la mesure des choses.

Je me souviens du prolétaire de Pétrograd, Vorontsov, qui, dans les premiers jours d'après octobre, attaché à Lénine, l'aidait et veillait sur lui. Lorsque nous préparions l'évacuation de Pétrograd, Vorontsov me disait d'un ton farouche :

— « Ils recevront trop de choses en cas de malheur. Faudrait miner Pétrograd et tout faire sauter à la dynamite ! »

— « Et vous ne regretteriez pas Pétrograd, camarade Vorontsov ? » demandai-je, admirant ce prolétaire pétersbourgeois.

— « Que regretter ? Nous reviendrons. Nous le rebâtirons et mieux ! »

Ce bref dialogue, je ne l'invente, ni le stylise. Il s'est gravé tel, dans ma mémoire. Et voilà la bonne attitude envers la culture. Pas la moindre trace de larmoiements. La culture est l'œuvre des mains humaines. La vraie culture n'est pas dans les vases peints de l'histoire, mais dans la bonne organisation des têtes et des mains humaines. Si des obstacles se dressent sur la voie de cette bonne organisation, il faut les balayer. Et si nous devons, ce faisant, détruire des valeurs du passé, nous le ferons sans sentimentalité pleurarde, puis nous reviendrons, puis nous créerons de nouvelles valeurs infiniment meilleures. C'est ainsi que pensait Lénine, traduisant la pensée et le sentiment de millions d'hommes. Et ses vues étaient justes et claires : les révolutionnaires, de tous les pays doivent se les assimiler.

L. TROTSKI.

Le projet de budget français pour 1925

Le projet de budget pour l'exercice 1925 groupe dans un cadre unique l'intégralité des charges qui incombent à l'exercice 1925. Ces charges, y compris les frais occasionnés par l'occupation des provinces du Rhin désormais rattachés au budget général, s'élèvent à un total de 33.490 millions de francs.

Les dépenses se résument ainsi :

Ancien budget général.....	25.322.000.000
Ancien budget spécial.....	7.493.000.000
Compte spécial des troupes d'occupation	675.000.000

Total général..... 33.490.000.000

Le chapitre « ancien budget spécial » comprend les dépenses qui étaient auparavant comptées dans le budget des dépenses recouvrables sur l'Allemagne.

Les recettes peuvent se résumer ainsi :

<i>Ancien budget général :</i>	
Recettes ordinaires	28.766.000.000
Recettes exceptionnelles	1.200.000.000
Mesures fiscales nouvelles.....	1.612.000.000
<i>Ancien budget spécial :</i>	
Versements de l'Allemagne.....	1.000.000.000
Recettes diverses	275.000.000
Compte spécial des troupes d'occupation (versements de l'Allemagne).....	675.000.000
Total général des recettes..... 33.528.000.000	
Excédent de recettes..... 38.000.000	

Les propositions ci-dessus réalisent d'après le gouvernement : « pour la première fois depuis onze ans, l'unité et l'équilibre du budget ».

Il est permis de douter de cette affirmation, lorsque l'on se rappelle que tous les gouvernements précédents, au moment où ils présentaient le budget devant le Parlement, se vantaient généralement d'avoir enfin réalisé l'équilibre budgétaire ; ce qui ne les empêchait pas, l'année suivante,

Ministère des Finances (dont 700 millions prévus pour le relèvement des traitements des fonctionnaires)	20.754.174.816	+	6.918.531.807
Ministère de la Justice.....	170.938.146	+	4.813.762
Ministère des Affaires étrangères.....	131.946.007	-	509.046
Ministère de l'Intérieur.....	218.569.451	+	27.697.829
Ministère de la Guerre.....	3.817.860.138	+	346.320.750
Ministère de la Marine.....	1.351.062.729	+	312.825.721
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts	1.850.007.037	+	262.028.462
Ministère du Commerce et de l'Industrie.....	30.160.904	+	5.427.069
Ministère du Travail, Hygiène et Prévoyance sociale	670.075.180	+	118.738.974
Ministère des Colonies.....	242.331.948	+	6.415.231
Ministère de l'Agriculture.....	198.356.023	+	20.934.118
Ministère des Travaux publics :			
Travaux publics	1.523.811.855	+	366.167.874
Ports, marine marchande.....	260.877.673	+	29.897.604
Aéronautique et transports aériens.....	163.518.200	+	25.064.850
Ministère des Régions libérées (services d'Alsace-Lorraine)	783.390.825	+	612.172.425
Ministère des Pensions.....	620.147.610	+	445.447.800

32.814.926.371 + 9.501.965.030

de demander des crédits rectificatifs supplémentaires afin de couvrir le déficit de l'année précédente qui s'était révélé au cours de l'exercice budgétaire, malgré toutes les belles assurances.

On peut se demander aussi s'il sera possible d'obtenir de l'Allemagne, en 1925, la somme de 1.675 millions inscrite aux recettes. La conférence financière interalliée, qui est actuellement réunie à Paris, étudie l'épineux problème de la répartition des paiements allemands au titre des réparations. L'accord ne semble pas régner entre les délégués par suite de la demande américaine du remboursement du coût des armées d'occupation américaines de Rhénanie, qui s'élève à 4.300 millions de francs.

(Voir à la page précédente le détail des frais de dépenses pour 1925.)

Sur un budget total de près de 33 milliards et demi, les crédits affectés au service de la dette publique s'élèvent à 17 milliards 879 millions, soit 52,6 pour cent du budget total.

Le budget de la Marine est en augmentation par rapport au budget de 1924 de 313 millions. Sur ces 313 millions, 253 sont destinés à la mise en chantier de nouvelles unités : croiseurs, torpilleurs, sous-marins, et à renforcer les « dotations de l'aéronautique navale ».

Dans le budget de la guerre il y a quelques remarques intéressantes à faire. Maintenant que ces messieurs du Bloc des gauches sont au pouvoir, ils reprennent le projet de Maginot sur les périodes d'instruction des réservistes ; car « il a paru indispensable d'effectuer en 1925 les convocations des militaires des réserves », assure le gouvernement Herriot. Cette fantaisie coûtera la bagatelle de 40 millions 812.000 francs, et permettra à quelques milliers de prolétaires de reprendre contact avec les beautés de la vie militaire.

Les crédits de l'aéronautique militaire subiront une augmentation de 144 millions 857.000 francs, qui serviront surtout à acheter de nouveaux moteurs. Les bénéfices pour 1925 seront certainement intéressants pour les magnats de la Lorraine-Diétrich et autres requins de la métallurgie.

Les crédits pour l'achat de matériel d'artillerie sont en augmentation de 22 millions ; ce qui rapprochera sans doute les Schneider et autres fabricants de canons du ministère Herriot.

Les dépenses d'occupation militaire au Maroc passent de 338 millions en 1924 à 341 millions en 1925, auxquels viennent s'ajouter 26 millions et demi versés par le protectorat marocain. Le maréchal Lyautey et la bande de soudards et de hauts fonctionnaires qui s'engraissent aux dépens des contribuables et des populations marocaines, pour le plus grand profit des requins de la finance, seront reconnaissants aux radicaux et à leurs alliés socialistes de l'augmentation de leur part de butin.

Le budget du ministère des Travaux publics signale que 37 millions supplémentaires sont affectés à la production d'ammoniaque synthétique à la Poudrerie Nationale de Toulouse. Quoique la fabrication de l'ammoniaque ait actuellement pour

but la production d'engrais, c'est là une dépense d'ordre militaire, les installations ultra-modernisées de la Poudrerie de Toulouse en feront le principal centre de la fabrication des poudres et explosifs en cas de guerre.

Les grandes compagnies de chemins de fer, qui ont su s'opposer catégoriquement aux timides prières du gouvernement Herriot tendant à la réintégration des cheminots révoqués en 1920, recevront en 1925 84 millions de plus qu'en 1924, ce qui portera le montant des sommes avancées aux compagnies en 1925, sans espoir de remboursement, à 215 millions de francs.

Les magnats du Rail auraient tort de se gêner envers un gouvernement qui manifeste pour eux plus de sollicitude que le Bloc national.

Les puissantes compagnies de navigation qui, il y a trois ans, surent acquiescer pour quelques trois cents millions la flotte d'Etat qui avait coûté plus de 1.200 millions, sont particulièrement soignées par le gouvernement du Bloc des gauches, qui leur réserve sur le budget 1925, 21 millions de plus que l'année dernière sous forme de subventions.

Les requins des compagnies de navigation aériennes et leurs compères, les métallurgistes fabricants de moteurs, ne sont pas oubliés non plus par le gouvernement. Sur un budget de 163 millions pour l'aéronautique, soit une augmentation de 25 millions sur les chiffres de 1924, il affecte 10 millions pour travaux spécifiques, achats de moteurs, etc., et 62 millions pour les subventions, soit 15 millions de plus qu'en 1924, « afin de favoriser le développement de nos lignes de navigation aériennes ».

Les compagnies de navigation aériennes bénéficieront de plus, à partir de 1925, de la suppression de la taxe d'atterrissage sur les aérodromes de l'Etat.

En affectant plus de 163 millions à l'aéronautique civil, on masque ainsi une dépense qui devrait figurer au budget de la guerre. Les subventions accordées aux compagnies de navigation aériennes dont la gestion est toujours déficitaire, permettent à l'Etat capitaliste français d'avoir à sa disposition une flotte aérienne et un personnel qui pourraient, en quelques heures, se transformer en forces militaires le cas échéant.

Si nous reprenons le tableau du gouvernement, la proportion des catégories de dépenses par rapport à l'ensemble du budget est la suivante :

Dette publique	56,2 %
Services civils	21,8 %
Dépenses militaires (avouées)	18,4 %
Dépenses non-permanentes de réparations	3,6 %

Les Recettes

Le total des recettes prévues au budget général de 1925, sans compter les 675 millions du compte spécial des troupes d'occupation, s'élève à 32.853 millions.

Sur ce total, les recettes obtenues par les impôts qui frappent la consommation et qui frappent surtout la masse nombreuse des consommateurs, c'est-à-dire les classes laborieuses, occupent une très large place.

Voici le détail de ces impôts de consommation :

Impôts de consommation

	1923	1925	Diff. pour 1925
Taxe sur le chiffre d'affaires	3.027.731.000	4.402.904.000	+ 1.375.173.000
Douanes	2.058.437.000	2.282.657.000	+ 224.220.000
Contributions indirectes	3.073.468.000	3.709.250.000	+ 635.782.000
Sucre et saccharine	543.926.000	463.063.000	- 80.863.000
Monopoles	2.035.239.000	2.706.978.000	+ 671.739.000
	10.738.801.000	13.564.852.000	+ 2.826.051.000

Les impôts de consommation pour 1925, par rapport à ceux de l'exercice 1923, accusent une augmentation totale de 2 milliards 826 millions, augmentation portant sur la taxe sur le chiffre d'affaires, les impôts indirects, les douanes et les monopoles (tabacs, allumettes). Une réduction de près de 81 millions a été effectuée sur les sucres et saccharines : mais ce n'est pas encore cela qui fera baisser le coût de la vie, tandis que les 2.826 millions d'impôts de consommation supplémentaires amèneront certainement une forte hausse des prix de gros et de détail, dont les consommateurs subiront les conséquences.

A côté des 13 milliards 564 millions d'impôts de consommation, nous relevons pour les contributions directes 5.607.039.054 francs, ce qui ne présente pas même la moitié du produit des impôts frappant les masses laborieuses.

La majeure partie du chiffre des contributions directes revient à l'impôt général sur le revenu « dont le rendement, dit l'exposé des motifs gouvernemental, s'est considérablement développé depuis sa mise en application en 1916. Il constitue une pièce essentielle de notre système fiscal. »

Le ministre des Finances signale qu'il y a lieu de remarquer « la place chaque jour plus importante que prennent dans les recettes de l'Etat les produits du système démocratique d'impôts sur les revenus institués en 1916 et 1918 ».

A propos des impôts si démocratiques que loue l'argentier du Bloc des gauches, le politicien d'affaires Clémentel, nous remarquons dans le budget de 1925 que l'impôt sur les traitements et salaires, justement surnommé « impôt inique », est en augmentation de plus de 14 millions par rapport à l'exercice 1923, ce qui portera son rapport pour 1925 à 224 millions, arrachés aux travailleurs par les gouvernants du Bloc des gauches qui ont à l'égard des petits une politique financière pire que celle du Bloc national.

Les parlementaires de gauche actuellement au pouvoir avaient combattu à la tribune et dans leur presse les mesures fiscales proposées par le gouvernement Poincaré, le double décime par exemple.

A ce sujet, l'exposé de motifs gouvernemental qui accompagne le budget contient une argumentation et des conclusions analogues à celles que les gens de gauche combattaient au cours de la précédente législature, sous le règne du Bloc national.

On y peut lire à propos des mesures fiscales nouvelles :

Si la grande réforme fiscale réalisée en 1914 et 1917, qui a doté le pays d'un système équitable d'impôts sur le revenu, fut inspiré d'un profond esprit démocratique, il n'en a pas été de même des impôts nouveaux créés au lendemain de la guerre.

D'autres principes ont prévalu à ce moment, et c'est dans une très large mesure aux impôts de consommation et aux impôts indirects qu'il a été fait appel après la guerre.

Sans reprendre ici la critique de cette fiscalité, nous noterons que l'institution générale du double décime par la loi du 22 mars 1924 en avait encore accru les inconvénients et les dangers.

Il nous appartenait de rompre avec ces tendances et nous nous sommes attachés à réclamer uniquement à la richesse acquise et aux revenus le supplément de ressources nécessaires à l'équilibre du budget.

C'est sans doute à cause de ces belles considérations, que le gouvernement a maintenu le double décime et augmenté les impôts indirects et de consommation de 2 milliards 826 millions, et l'impôt sur les salaires de 14 millions.

MM. Herriot et Clémentel et leurs amis du Bloc des gauches se moquent du monde lorsqu'ils affirment « qu'ils se sont attachés à réclamer uniquement à la richesse acquise » le supplément des ressources nécessaires à l'équilibre budgétaire.

Ils ne manquent pas non plus d'impudence quand ils remarquent que les nouvelles mesures fiscales « marquent ce premier budget de la législature d'un esprit sincèrement démocratique ».

Impôts nouveaux

Les impôts nouveaux dont le gouvernement demande la création sont au nombre de trois :

- Un impôt sur les opérations de change ;
- Une taxe sur les compagnies d'assurances ;
- Un impôt sur les plus-values d'immeubles et de fonds de commerce.

Ces trois impôts nouveaux procureront au Trésor un supplément de recettes évalué à environ 1.980 millions.

Afin d'aider à la baisse du prix de la vie, déclare le gouvernement, nous proposons en outre la suppression de l'impôt sur le sel, la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires à tous les échelons, sur les matières alimentaires de première nécessité : céréales panifiables, animaux et viande de boucherie, œufs et lait.

La suppression de l'impôt sur le sel provoquera une diminution de recettes de 35 millions et la suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires sur les matières alimentaires citées plus haut entraînera une perte de recettes évaluée à 295 millions.

Ces deux mesures entraîneront donc une diminution totale de recettes de 330 millions. Le gouvernement trompe le public lorsqu'il affirme qu'il veut aider à la baisse du prix de la vie. Si d'une part il diminue les impôts de consommation de 330 millions, par ailleurs il augmente le total des impôts de consommation, nous le répétons encore, de plus de 2 milliards 826 millions.

Cette formidable augmentation va peser lourdement sur les prix, ce qui provoquera une nouvelle vague de vie chère, due en grande partie à la politique financière du gouvernement Herriot.

Le bluff de l'exonération du double décime

La presse gouvernementale (*Quotidien, Peuple, etc.*) a mené grand tapage sur la proposition incluse dans le budget de 1925 tendant à exonérer du double décime jusqu'à concurrence d'une tranche de revenu de 2.000 francs, 1.600.000 petits contribuables.

La diminution de recettes résultant de cette mesure est évaluée à 41 millions de francs, ce qui portera l'exonération pour chacun des 1.600.000 petits contribuables à 25 francs environ, c'est-à-dire en cette époque de dépréciation du franc, à bien peu de chose.

Nouvelles mesures fiscales

Parmi les nouvelles mesures fiscales incluses dans la loi des finances, en dehors des impôts nouveaux, nous essaierons de relever celles qui appellent certaines critiques pour les répercussions qu'elles pourront avoir sur les conditions de vie des classes laborieuses.

Si le gouvernement n'a pas cru devoir frapper des taxes appropriées la fortune acquise, il s'est empressé de proposer des mesures propres à renforcer le recouvrement de l'impôt sur les traitements et salaires.

L'article 7 de la loi des finances propose d'obli-

ger les employeurs de déclarer au contrôleur des contributions directes, les noms et adresses des personnes occupées dans l'année précédente. La loi de 1917 sur l'impôt sur les salaires limitait cette déclaration aux employés gagnant plus de 3.000 francs par an. *A l'avenir, tous les salaires, si modiques soient-ils, devront être connus du fisc* qui pourra ainsi dépister les fraudes des travailleurs qui ne jugent pas utile de permettre à l'Etat bourgeois de réaliser un prélèvement sur leur salaire, la plupart du temps bien insuffisant.

L'article 22 de la loi de finances prévoit l'augmentation des frais de poursuites en matière de contributions directes. Comme on se rend compte de l'acharnement que met le gouvernement à poursuivre les récalcitrants en matière d'impôt sur les salaires, tandis que par ailleurs il couvre de sa sollicitude les grands profiteurs qui continuent à escamoter des milliards aux dépens de l'Etat ; on peut dire que cette augmentation des frais de poursuites sera surtout supportée par les petits contribuables.

L'article 143 prévoit l'augmentation du droit d'entrée dans les musées, qui sera porté de un franc à deux francs. Cette taxe, qui avait été instituée au temps du Bloc national, est renforcée par les gens du Bloc des gauches. Cela montre l'hypocrisie du Bloc des gauches qui se déclare partisan de l'instruction du peuple, de l'école unique, mais qui, en pratique, fait tous ses efforts pour maintenir les classes prolétariennes dans une demi-ignorance, afin qu'elles continuent à subir la domination de la classe capitaliste.

En Russie, sous la régence de la dictature du prolétariat, l'instruction est absolument gratuite à tous les degrés, et les musées sont largement ouverts au public sans aucun droit d'entrée.

Un autre article de la loi de finances prévoit l'augmentation de 25 % des droits d'examen de l'enseignement primaire, ce qui rapportera 500.000 francs. Les droits et redevances universitaires seront également augmentés, ce qui augmentera les difficultés des étudiants issus des classes laborieuses.

Les diplômes des écoles d'enseignement technique reconnues par l'Etat seront également frappées de certains droits, ce qui rapportera 255.750 francs.

Voilà ce que les tartufes du Bloc des gauches appellent la gratuité de l'enseignement.

Les charges des Colonies

Les peuples coloniaux si durement opprimés par l'Etat capitaliste et par les requins financiers, subissent déjà de lourdes charges. Le Bloc des gauches trouve sans doute que les impôts que supportent les colonies ne sont pas assez élevés ; aussi devront-elles continuer à prendre part « aux dépenses militaires que le maintien de leur sécurité intérieure et extérieure occasionne à l'Etat ».

En 1921, les colonies durent verser au titre des dépenses militaires une somme totale de 13 millions ; en 1922, 14.850.000 fr. ; en 1923, 20.850.000 francs ; en 1924, 23.050.000 fr. En 1925, Herriot-Renaudel « regnante », elles supporteront une nouvelle charge de 6.150.000 francs, ce qui portera leur contribution aux dépenses militaires à 29.200.000 francs ; afin de payer les traîneurs de sabre qui continueront à maltraiter les malheureuses populations indigènes, livrées à leur bon plaisir.

De plus, les colonies où sera institué un service d'aéronautique militaire, devront contribuer

aux dépenses de ce service. L'Indochine paiera 1 million et l'Afrique occidentale française 300.000 francs.

Chaque indigène de l'Afrique occidentale française doit payer actuellement 7 francs d'impôt par an, il lui est généralement difficile d'acquiescer complètement cet impôt, par suite de l'état lamentable des populations de ces colonies décimées par une disette permanente et par les épidémies ; ceci à titre de document pour apprécier l'effort que leur impose la métropole au point de vue des charges.

Il vaudrait mieux obliger les colonies à verser des millions pour des fins militaires, pendant que, faute de médecins et de médicaments, les colonies de l'Afrique centrale sont dépeuplées par la malaria du sommeil, la tuberculose et la syphilis.

L'article 263 envisage le relèvement de la taxe sanitaire d'inspection sur les viandes frigorifiées, qui sera portée de 1 franc à 3 francs par 100 kilogrammes. Cette mesure contribuera pour sa part à augmenter le prix de vente du frigo, qui occupe une place toujours plus grande dans l'alimentation de la classe ouvrière.

L'article 180 prévoit l'interdiction pendant cinq ans aux anciens fonctionnaires de l'administration des finances « chargés de l'assiette et du recouvrement des impôts, de faire partie de cabinets d'affaires traitant de questions fiscales, dans le département où ils ont exercé leurs fonctions ou dans les départements limitrophes ».

Cette mesure touchera surtout les petits et moyens fonctionnaires des finances, tandis que les grands chefs de l'administration et les ministres eux-mêmes passeront au service des grandes banques comme chefs de services ou membres des conseils d'administration ; ce qui sert à payer les complaisances qu'ils ont eues pour les magnats de la finance et de l'industrie.

L'article 198 fixe à 675 millions les crédits des troupes d'occupation en Rhénanie et dans la Ruhr.

A côté de ces dépenses d'ordre impérialiste, le gouvernement n'accorde que 35 millions pour subventions aux départements et aux communes pour les constructions de l'enseignement primaire.

A ce propos, l'exposé gouvernemental remarque que « ce chiffre est notoirement insuffisant. On s'en rendra compte si l'on constate qu'avant la guerre il était de 13 millions, ce qui, en tenant compte de la valeur du franc et de la valeur des constructions, correspondrait aujourd'hui à 45 ou 50 millions. »

« Pour donner satisfaction à toutes les demandes, il serait nécessaire de disposer de plus de 130 millions. »

Le gouvernement reconnaît que les crédits destinés aux constructions ou réparations d'écoles sont insuffisants ; il aime mieux cependant donner des subventions aux fabricants d'avions, des commandes aux marchands de canons et de plaques blindées. Et les maîtres fourbes qui sont au pouvoir veulent se faire passer pour les apôtres de l'enseignement laïque.

Après avoir marqué sa sollicitude à cette catégorie de requins, le gouvernement ne pouvait s'arrêter en si bonne voie. L'article 303 fixe le maximum des subventions aux concessionnaires de chutes d'eau actionnant des usines de production d'électricité à 20 millions de francs.

En fait de subventions de ce genre, le gouvernement du Bloc des gauches n'a pas voulu faire moins que ses prédécesseurs du Bloc national. Si nous en croyons les chiffres ci-dessous extraits de l'exposé des motifs gouvernemental.

Les subventions aux concessionnaires d'usines hydro-électriques ont été fixées :

- En 1921 à 10 millions ;
- En 1922, à 20 millions ;
- En 1923, à 20 millions ;
- En 1924, à 20 millions.

Ces subventions sont accordées après avis du Comité Consultatif des Forces Hydrauliques, d'accord avec le ministre des Finances, le sieur Etienne Clémentel.

Parmi les membres du Comité consultatif se trouvent de hauts fonctionnaires qui, s'ils se montrent complaisants pour les intérêts des magnats de l'Electricité et de leurs compères de la haute banque, sont assurés de trouver dans les conseils d'administration des postes de tout repos magnifiquement rétribués.

A côté de ces hauts fonctionnaires, on remarque M. Louis Loucheur, possesseur d'énormes intérêts dans l'industrie électrique ; M. Marlio, président de la *Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques* alliée au *Comité des Forges* et au *Comité des Houillères* dans « l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent ». M. Marlio est administrateur délégué de la *Compagnie des Produits chimiques et électro-métallurgiques d'Alais, Froges et Camargue*, au capital de 160 millions, qui occupe 3.600 ouvriers. Cette compagnie possède des mines de lignite et de bauxite, des fonderies, des domaines agricoles en Camargue, et des usines hydro et thermo-électriques donnant une puissance annuelle de 500 millions de kilowatts.

Dans le conseil d'administration de la *Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques*, se trouve M. Charles-Albert Keller, de la *Société des Etablis-*

sements Keller et Leloux, qui compte parmi ses administrateurs M. Etienne Clémentel, notre ministre des Finances. Comment s'étonner après cela de la sollicitude que manifeste le gouvernement pour les magnats de l'Electricité, qui ne regrettent pas la venue du Bloc des gauches au pouvoir, puisque leur compère Clémentel fait partie du gouvernement.

On nous dira sans doute que M. Clémentel, politicien d'affaires a démissionné des conseils d'administration où il siégeait avant son entrée dans le ministère Herriot. Nous connaissons la chanson, son prédécesseur, M. François-Marsal, a joué le même manège.

On quitte officiellement les fonctions d'administrateur en prenant le pouvoir, et on les reprend lorsqu'on le quitte ; ce qui vaut aux requins de la finance et de l'industrie de continuer à être soutenus et favorisés par les gouvernants qui se trouvent toujours *en fait* dans leurs rangs.

Nous ne donnerons pas l'énumération complète des membres du Comité consultatif des Forces Hydrauliques, personnages représentatifs de l'Electricité, de la Métallurgie et de la Haute Banque.

Ce qu'il y a de typique dans tout cela, c'est de voir un gouvernement de gauche appuyé par les socialistes, gorger de millions les requins de la finance et de l'industrie, tandis que les classes laborieuses trouveront dans ce budget « enfin démocratique » de nouvelles charges qui pèseront lourdement sur leurs épaules.

Il y a, de la part des socialistes, la volonté très nette de se courber devant les puissances d'argent, dont ils dénonçaient les méfaits sous le règne du Bloc national

DUPLEIX.

CONGRÈS NATIONAL DU PARTI

du 17 au 21 Janvier 1925 à Paris

ORDRE DU JOUR :

- 1° Rapport moral. — P. Semard.
- 2° La situation internationale. — A. Treint.
- 3° Bloc ouvrier et paysan contre Bloc bourgeois. — M. Cachin, A. Treint, et les représentants des organisations syndicales, des paysans et des peuples coloniaux.
- 4° La Bolchevisation du parti :
 - a) La lutte idéologique contre les survivances idéalistes, pacifistes et jaressistes.
 - b) La lutte pour la tactique léniniste définie par le 5° Congrès.
 - c) Les tâches organisatoires et politiques. — S. Giraud.
- 5° La lutte pour l'unité syndicale :
 - a) L'unité nationale et internationale. — P. Semard.
 - b) Le travail syndical du parti. — Sauvage.

- 6° Les élections municipales. — L. Sellier, V. Cat.
- 7° Rapport des Jeunesses. — Doriot.
- 8° Rapports des Conférences :
 - a) paysanne ;
 - b) syndicale ;
 - c) coopérative ;
 - d) coloniale ;
 - e) féminine.
- 9° Rapport de la Commission de contrôle.
- 10° Rapport de la Commission des conflits.
- 11° Election des organismes centraux.

OBSERVATIONS

La date des différentes conférences, paysanne, syndicale, coopérative, etc., sera fixée ultérieurement.

Les Congrès fédéraux se tiendront après la constitution des rayons, c'est-à-dire dans la 2° quinzaine de décembre.

Le Bureau Politique.

Le problème financier des relations franco-soviétiques

Le rétablissement des relations normales entre la France et l'Union Soviétique, après la reconnaissance de l'U.R.S.S. par la République Française, sera retardé dans une certaine mesure par le problème de la dette d'Etat tsariste en France. Il est même probable que la fameuse question des compensations pour les entreprises à capital français nationalisées par le gouvernement soviétique, ne se posera pas d'une façon aussi aiguë que le problème de la dette russe d'avant-guerre disséminée entre un million et demi de porteurs de titres russes.

La note de reconnaissance du 28 octobre mentionne la « responsabilité matérielle que la Russie a prise sur soi à partir de 1914 à l'égard de l'Etat français et de ses ressortissants ». Mais cette réserve est surtout faite « pour la forme » et ne doit pas être prise au sérieux. Lorsque la France fait des réserves formelles à l'égard de ses droits de dédommagements pour les emprunts militaires à son ex-alliée, la Russie tsariste, il convient plus que jamais d'appliquer dans ce cas l'expression française : « Faire bonne mine à mauvais jeu »

C'est pourquoi nous nous bornerons, avec l'assentiment tacite de notre contre-agent français, à poser uniquement la question de la dette d'avant-guerre et de la propriété nationalisée.

Une importante partie des emprunts d'Etat de la Russie, des emprunts ferroviaires garantis par le gouvernement tsariste, ainsi que des emprunts des anciennes municipalités, ont été placés en France parmi de nombreux petits porteurs, en particulier parmi les paysans.

Il n'est pas douteux que la position hostile occupée à l'égard du gouvernement soviétique pendant sept ans, depuis octobre 1917, par des gouvernements qui se sont succédé en France — il n'est pas douteux que cette position ne s'explique pas seulement par la pression des fabricants et des usiniers ayant perdu leurs capitaux investis en Russie.

La politique d'intervention et de blocus a rencontré un certain appui dans les larges masses de petits porteurs de titres russes : petits rentiers ayant subi un grand dommage par suite de l'annulation des emprunts, mais qui sont en partie responsables de leur malheur. Ils ont eu soin de se faire enregistrer dans des sociétés de défense des intérêts des porteurs de titres russes dans l'espoir que le gouvernement soviétique tombera bientôt et qu'ils pourront présenter leur note au « gouvernement national russe » de la contre-révolution victorieuse.

Je ne doute pas qu'au cours de cette année, lorsque l'Union Soviétique s'est engagée fermement et définitivement dans l'arène de la politique internationale, que le petit porteur ait exercé une certaine pression sur le gouvernement Herriot en faveur d'une régularisation hâtive des rapports franco-soviétiques. Le rentier français a cessé de vivre dans l'attente d'un gouvernement « national » (bourgeois) en Russie ; pour la première fois depuis sept ans, il vient de voir la situation en face.

Il est complètement inutile de regretter ce qui ne s'est pas produit ; cependant, je trouve fort regrettable que le rentier français ne se soit éveillé plus tôt de son rêve. Le 28 octobre 1921, dans la

fameuse note de Tchitchérine, les dettes russes d'avant-guerre étaient reconnues en principe. En 1922, aux conférences de Gênes et de La Haye, même au printemps dernier à Londres, la France avait l'occasion de présenter des exigences raisonnables ; mais pour cela il aurait fallu que le gouvernement de Poincaré subisse une pression énergique de la part du million et demi d'électeurs porteurs de titres russes.

*
**

Sans nous arrêter plus longtemps sur le passé, sans chercher à examiner plus en détails la façon dont la masse des rentiers français est arrivée à un point de vue plus raisonnable sur la question de l'ancienne dette russe, arrêtons-nous sur l'état de chose actuel.

En premier lieu, il est incontestable que durant quelques semaines, nous assisterons aux estimations les plus fantastiques des emprunts russes investis en France.

Deux semaines avant la reconnaissance de l'U.R.S.S. par la France, le correspondant du *Times* évaluait de la façon suivante le montant des valeurs russes appartenant à des citoyens français à la date du 31 août 1922 : 11.267 millions de francs-or ; de plus, 7.049 millions de francs-or de dommages causés par la nationalisation. Le montant total des prétentions françaises était donc évalué à 18.316 millions de francs-or.

On peut, sans risquer de se tromper, affirmer que ces chiffres sont extrêmement exagérés, en particulier en ce qui concerne les dommages subis par suite de la nationalisation.

Le montant total des capitaux français investis dans l'industrie russe est évalué par P.-V. Olem, d'après les bilans de 1917, à la somme de 731 millions 746.000 roubles ou environ 1.975 millions de francs. Mais ces bilans étaient notablement exagérés par rapport à la valeur réelle des établissements industriels en 1918, au moment de la nationalisation. Comment peut-on parler de plus de 7 milliards de francs de perte des fabricants et usiniers français, alors que la septième partie de cette somme dépasse de beaucoup le montant réel du reliquat des capitaux français investis en Russie et non amortis ?

On peut considérer comme plus proche de la réalité les chiffres donnés par la statistique des valeurs russes, fonds d'Etat, emprunts de banques foncières (cotés officiellement) en France :

En millions
de francs

Montant nominal des déclarations reçues par le gouvernement français au 31 janvier 1920	6.932
Emprunts de chemins de fer émis ou garantis par l'Etat russe en France.....	1.899
Emprunts de villes	518
Total.....	9.349

Ce chiffre, quelque peu augmenté, a été présenté à M. Litvinov dans la note française de La Haye, en été 1922 : 9.549,9 millions de francs.

Il faut établir sur ce chiffre deux éclaircissements

de principes : a) d'après de Monzie, il faut procéder à une vérification sévère des valeurs russes, dont beaucoup ont été achetées par des spéculateurs à des prix dérisoires ; b) il faut tenir compte du mouvement des fonds russes d'un pays à l'autre.

Nous avons déjà eu l'occasion en Angleterre de nous convaincre de l'importance de ces deux facteurs. Le comité des détenteurs britanniques de fonds russes, si l'on peut dire, coupait les cheveux en quatre pour prouver que les détenteurs russes ont en mains 50 et même 60 millions de livres sterling de titres russes, alors qu'ils ne purent donner la preuve que de la possession de 39 millions de livres sterling. De même les 180 millions de livres sterling de propriété britannique nationalisée, ressemblent plutôt à un roman fantastique de Wells, mais n'ont aucun rapport avec la réalité.

A l'heure actuelle, en ce qui concerne le problème de la dette russe dans les rapports franco-soviétiques, la question se pose tout autrement. Sans parler des contre-exigences soviétiques, qui dépassent le montant des exigences françaises, la dette d'Etat du régime tsariste porte en grande partie un caractère politique.

Le plus important emprunt extérieur de la Russie, conclut en 1906, deux semaines avant la convocation de la Douma d'Etat, était un acte manifestement anticonstitutionnel, même au point de vue de la constitution de l'ancien empire. C'était un fait connu du monde entier que les représentants du peuple d'alors, du moins la partie la plus progressive d'entre eux, avaient refusé de reconnaître cet emprunt. Voici comment le sénateur Gaudin de Villaine caractérisa, assez scrupuleusement, l'ancienne dette russe (voir Document parlementaire, Sénat, séances du 20 octobre 1922, n° 610, et du 23 novembre 1922, n° 691) :

« L'origine des emprunts russes. — L'émission de ces emprunts en France constitua une opération elle-même d'un caractère double. Elle fut politique, elle ne fut pas financière... »

Fixant le nombre de porteurs de titres russes en France, à un chiffre allant de 1.600.000 à 1.800.000, Gaudin de Villaine ajoute :

« La haute finance, consciente de l'opération qu'elle organisait, se garda bien d'y engager ses propres richesses. Mais la bourgeoisie des campagnes et des villes, les employés, les fermiers et jusqu'aux ouvriers économes..., acheteurs du « russe », crurent y assurer le pain de leur vieillesse. »

Enfin, caractérisant le vilain rôle joué par les banquiers monopolisateurs dans l'émission des valeurs russes parmi les souscripteurs, le sénateur déclare : « Ce sont elles (les maisons de finance) qui ont trompé constamment le public français sur le véritable état de la Russie, non pas même son état politique..., mais son état économique et financier. » Qu'on relise le rapport dressé par M. le député Margaine sur l'alliance franco-russe :

« Les paroles du sénateur G. de Villaine sont très édifiantes même à l'heure actuelle. L'Union Soviétique ne s'apprête pas à masquer sa situation financière et économique actuelle par l'intermédiaire de banques prenant plus de 5 % de « provision » (comme pour l'emprunt de 1905), pour les services rendus par ces dernières, provision prélevée sous forme de rabais sur le prix d'émission et le prix de réalisation. La situation est claire : les porteurs français de titres russes doivent toucher du doigt les ressorts secrets des cercles financiers français, en vue d'un emprunt éventuel de

l'U.R.S.S. Si la France n'a pas pour le moment de capitaux à exporter, une grande partie de l'emprunt pourra être couverte en France par des commandes et des achats des Soviets. Une partie seulement sera demandée en espèces en vue d'assurer l'assimilation économique des installations et machines importées en U.R.S.S. »

Si, du côté français, on désirait recevoir, ne serait-ce qu'une partie des anciennes dettes en espèces sonnantes, mais tout en se refusant à fournir l'équivalent sous forme d'un emprunt en nature et en espèces, on n'encouragerait guère l'Union Soviétique à se hâter de satisfaire les petits porteurs français.

Il est impossible, et il serait illogique, d'exiger après huit ans d'existence de l'Etat Soviétique, le paiement des anciennes dettes et le dédommagement pour les entreprises nationalisées. Les tentatives d'obtenir satisfaction par les armes auxquelles on a eu recours de 1918 à 1920, ont subi une échec complet. Dans ce cas, il faut chercher une nouvelle voie pour arriver à un compromis : l'échange de valeurs égales et l'inauguration de nouveaux rapports.

Prof. LIIOUBIMOV.
(Moscou.)

LIBRAIRIE DE L'HUMANITE

120, rue Lafayette

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. Lénine :	La Révolution Proletarienne..	4 "
—	La Maladie Infantile du Communisme	4 "
—	L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme.....	3 50
—	Sur la Route de l'Insurrection	5 "
L. Trotsky :	Terrorisme et Communisme..	7 "
—	Nouvelle Etape.....	4 "
—	Entre l'Impérialisme et la Révolution	4 "
—	1905	15 "
E. Varga :	La Dictature du Proletariat....	6 "
G. Zinoviev :	L'Internationale Communiste au travail.....	4 50
—	Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (Moscou, février-mars 1922).....	5 "

PETTE BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

P. Froelich :	La Terreur Blanche en Allemagne	1 "
A. Glébov :	Les Syndicats russes et la Révolution	0 50
Kollontai :	L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique....	0 60
Kerjentssev :	Les Alliés et la Russie.....	3 "
Z. Leder :	L'Offensive du Capital et l'unité du front prolétarien.....	1.50
N. Lénine :	Les Problèmes du Pouvoir des Soviets	épuisé
—	Le rôle de la Jeunesse Communiste	0 40

Le développement économique de l'Allemagne

Rapport sur la situation du premier semestre 1924

La stabilisation du mark, cause et effet.

L'équilibre budgétaire

Contrairement aux prédictions, le mark allemand est resté stable cette année. Il est vrai qu'en mars le dollar fut payé de 15 à 20 % au-dessus de la parité, à la bourse noire. Mais, après la restriction des crédits de la Reichsbank, décrétée le 7 avril, la parité fut de nouveau rétablie. Dans les derniers mois on est même arrivé à équilibrer l'offre et la demande des devises étrangères. La Reichsbank a pu enfin satisfaire les demandes.

D'où vient cette stabilisation ? Les finances de l'Etat ont été, durant cette période, en balance. Non seulement les revenus égalaient les dépenses, mais on a pu amortir une partie assez importante de titres de l'emprunt or.

Revenus de l'Etat en millions de marks-or :

	Au total	Impôts sur les salaires	Impôts sur les revenus	Contributions générales et impôts sur les ventes	Recettes de la douane et impôts sur la consommation
Janvier..	503	75	90	98	41
Février..	418	64	66	103	63
Mars....	595	71	88	113	76
Avril....	524	79	71	156	93
Mai.....	519	88	73	135	93
Juin.....	472	96	55	126	94
	3.031				

Les recettes de l'Etat, dans les six premiers mois, ont produit un total de 3 milliards de marks-or. Le plan provisoire concernant les finances du Reich pour 1924, plan soumis par le gouvernement allemand à la Commission des Experts, prévoit 5.274 millions de revenus directs et indirects. Les revenus réels de l'Etat dépassent de beaucoup les prévisions. D'après les rapports officiels, publiés par décades, le gouvernement allemand a amorti pour plus de 400 millions de bons du trésor-or.

Il est à considérer que l'Etat allemand n'a pas payé, durant cette période de réparations, et n'a pas indemnisé les industriels du Rhin des charges résultant des accords avec la M.I.C.U.M. Quand même, les finances du Reich resteront, à notre avis, en équilibre, bien que la Ruhr n'apporte que des contributions minimes.

Qui paie les impôts ?

Les impôts ont, il est vrai, augmenté d'une façon qui n'alla pas sans protestations. Les associations les plus différentes des capitalistes ont protesté, à maintes reprises, en même temps que le Landbund et les associations de paysans, contre l'élévation exagérée des contributions. Le député bavarois Schliffenbauer a même agité le spectre d'une révolte des paysans. On a cessé aussitôt d'exiger des paysans comme des cultivateurs le paiement du nouvel impôt sur les fortunes ; et, sous prétexte qu'on s'était trompé dans l'estimation des contributions pour la défense nationale, en 1913 — on leur a remboursé plusieurs millions d'impôts déjà payés...

Il saute aux yeux — voir le tableau ci-dessus — que la part du lion dans les revenus de l'Etat est

fournie par les populations travailleuses et que cette part s'augmente de mois en mois. Les impôts sur les salaires, sur la consommation et sur les affaires ont une tendance ascendante. De 472 millions de revenus de l'Etat, en juin, 316 millions sont fournis par les trois impôts qui chargent particulièrement les prolétaires.

Notons que la stabilité du mark ne fut pas menacée dans ces six derniers mois, par les finances de l'Etat.

Le passif de la balance commerciale

Tout autre est la situation quant aux transactions commerciales avec l'étranger. Ici, nous constatons un passif énorme : un milliard et demi de marks-or. Cette somme se détaille, par mois, comme suit :

Mois	Import.	Export.	Excédent des Import.
(en millions de marks-or)			
1913 :			
Moyenne par mois.	533,84	849,88	— 83,96
1923 :			
Moyenne par mois.	506,78	506,60	— 0,18
1924 :			
Janvier	567,13	431,02	—136,11
Février	718,59	466,34	—252,25
Mars	692,69	456,56	—236,13
Avril	803,16	481,96	—321,20
Mai	870,18	516,22	—353,96
Juin	753,12	475,25	—277,87

On a mis en doute, en plusieurs occasions, et non sans cause, la sincérité des chiffres du commerce d'exportation allemand. Le bureau officiel de statistique du Reich se réserve une échappatoire, quand il affirme que l'occupation du Rhin s'oppose à l'établissement d'une statistique exacte. Il faut aussi se rappeler que la statistique indiqua pour les années 1923 et 1924 un excédent d'importations de plusieurs milliards de marks, excédent qui, après un calcul en marks-or, disparut complètement. Nous affirmons, pourtant, que l'Allemagne a eu, dans les six premiers mois de l'année, un excédent considérable d'importations. Notre opinion est basée sur divers rapports spéciaux concernant les entrées et sorties de marchandises importantes, telles que charbon, peaux, cuirs, chaussures, textile, farine, lait et produits lactés, etc...

Comment le mark n'en a-t-il pas été ébranlé ? A notre avis, la différence fut combinée par les moyens suivants :

1° Par l'emploi partiel des valeurs et devises étrangères, qui s'étaient accumulées en Allemagne, valeurs devenues disponibles après la stabilisation (nous rappelons que la quantité de devises étrangères a été évaluée à 3 milliards de marks-or) ;

2° Les capitaux allemands, qui se sont, les années antérieures, évadés à l'étranger, ont été contraints, par le manque de crédit, à rentrer, partiellement peut-être, sous la forme de capitaux étrangers. Il y a lieu de croire que les capitaux hollandais, entrés en Allemagne sous la forme de fondations de banques et de crédits, ne sont en

réalité que des capitaux allemands précédemment évadés ;

3° Les entreprises allemandes ont, après le relèvement de la suprématie politique et sociale de la bourgeoisie, par suite de l'énorme intérêt, reçu des crédits privés d'Angleterre et d'Amérique. Le déficit du commerce extérieur a ainsi été couvert. Bien entendu, ces moyens ne peuvent suffire que pour un temps assez court. Si le caractère passif du commerce allemand avec l'étranger se maintient, il amènera, dans un temps assez rapproché, une nouvelle dévalorisation.

La politique de crédit de la Reichsbank

La stabilisation du mark n'a pu être réalisée que par une politique de crédit très sévère.

Les charges les plus importantes de la Reichsbank sont données par le tableau suivant :

	Marks-papier traites avances	Renten- marks traites avances	Billets en circulation	Billets Rentenmarks
	(en millions de marks-or)			
7 Janvier.	433	235	491	—
15 Février.	576	713	537	1.579 (1)
15 Mars...	645	943	614	1.986 (1)
15 Avril...	749	1.272	678	1.952 (1)
15 Mai....	825	1.246	764	2.050 (1)
14 Juin....	860	1.201	924	—

Le tableau nous montre une forte ascension des crédits accordés par la Reichsbank jusqu'au milieu d'avril, époque à laquelle on a sensiblement réduit la répartition des crédits dans la crainte d'une nouvelle dévalorisation du mark. Depuis ce temps, la somme des crédits reste à peu près invariable. La circulation des billets de banque est inférieure à trois milliards de marks-or, c'est-à-dire de beaucoup inférieure à celle d'avant-guerre. Prenons en considération que de grandes sommes de billets, émis par les villes, etc., et les coupons de l'emprunt-or qui ont servi de moyens de circulation, ont été retirés pendant cette période.

Essor et chute économiques

L'essor économique du 1^{er} septembre 1924 atteint son point culminant au mois de mai. Ici commence une aggravation sensible de la situation économique ; elle s'impose sans changement durant les mois de juin et juillet. Cette évolution se constate le mieux dans les bureaux de placements. Le nombre des chômeurs secourus se modifie comme suit :

	Chômeurs	Chômeurs partiels
1 ^{er} Janvier	1.532.065	848.735
15 Janvier	1.587.494	626.643
1 ^{er} Février	1.440.206	362.565
15 Février	1.307.035	251.550
1 ^{er} Mars	1.172.646	151.407
15 Mars	988.752	90.133
1 ^{er} Avril	712.483	—
15 Avril	476.000	—
1 ^{er} Mai	307.000	—
15 Mai	210.000	—

Ces chiffres ne concernent que l'Allemagne non-occupée et les chômeurs recevant des allocations. Comme on le sait, la répartition des secours a été très réduite après le relèvement de la bourgeoisie, en automne 1923.

(1) Fin du mois.

L'arrêt de l'essor économique provient du fait que l'Allemagne ne peut pas faire concurrence sur le marché mondial. Les prix de plusieurs marchandises allemandes sont plus élevés que les prix du marché mondial ce que l'excédent des importations sur les exportations doit aussi nous faire admettre. Les économistes ne sont pas d'accord sur la cause de ce fait. En général, on se lamentait sur les impôts excessifs et sur l'augmentation des tarifs des chemins de fer.

L'industrie manufacturière l'explique par l'augmentation du prix du combustible par le renchérissement du fer, et la classe capitaliste — comme on s'y attendait — par les salaires trop élevés et le rendement trop réduit du travail. Outre ces causes, on doit encore mentionner la puissance d'achat amoindrie des populations rurales par suite de la crise agraire.

En tout cas, depuis mai, il y a en Allemagne une crise de consommation. Les suites ont été aggravées par le manque de capitaux et de crédits. De grandes entreprises comme les *Sthalwerke Becker* (Acieries Becker) se sont effondrées ; le nombre des faillites est en augmentation.

Le mouvement des prix. — Les « ciseaux »

Le mouvement des prix du gros commerce suit à peu près la marche des affaires. L'index du bureau officiel de statistiques nous donne, si nous admettons 1913 = 100, le tableau suivant :

1923	Novembre	139
1924	13 Janvier	122
—	5 Février	114
—	4 Mars	119
—	1 Avril	122
—	6 Mai	125
—	3 Juin	118
—	1 Juillet	113

L'évolution des autres indices des prix nous donne un tableau semblable. Or, nous devons faire remarquer ici les grandes différences existant entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles ; c'est la base même de la grande crise agraire actuelle. Les prix des céréales sont tombés au-dessous des prix d'avant-guerre. En outre, on a eu, pendant ces six mois, cette situation étrange que les prix du blé ont été moins élevés en Allemagne, pays importateur de céréales, que dans les pays exportateurs de blé. En fait on a, pendant ces six mois, importé très peu de blés étrangers ; encore l'importation se justifiait-elle par des contrats antérieurs. Les agrariens et les paysans refusaient de livrer leurs produits contre des marks-papiers ; les bureaux durent faire appel au blé étranger. Mais, pendant les premiers six mois de 1924, la nécessité de se procurer des fonds pour le paiement des impôts oblige les cultivateurs à jeter de grandes quantités de blés sur le marché ; les prix tombent. Si l'on achète encore du blé à l'étranger, c'est parce que les meuneries n'avaient pas les fonds disponibles nécessaires à des achats au comptant à l'intérieur.

Une autre cause de la diminution du prix des céréales c'est l'introduction, par suite de la baisse du franc, de grandes quantités de farine française vendue à des prix modérés en Allemagne Ouest et Sud.

Cette crise est renforcée par une forte baisse de la consommation à l'intérieur. La consommation de la viande — en 1913 de 49,5 kilos par personne — s'est réduite, en 1923, à 23,4 kilos. Et

la situation déplorable de l'agriculture empire du fait des impôts nouveaux. Même si nous contestons les affirmations des diverses sociétés agricoles, d'après lesquelles les impôts surpasseraient les revenus, il faut reconnaître qu'en comparaison avec la période d'inflation, la situation des agriculteurs a empiré. D'après Herkner, les impôts s'élèvent à 45 % du revenu, mais il ajoute que les charges doivent être moindres, ayant été supputées selon un rendement inférieur. Le manque de crédit a aggravé la situation agricole, quoique la *Rentenbank*, sous l'influence des agrariens, comme ces derniers temps aussi la *Reichsbank*, soit intervenue.

Les agrariens allemands veulent un retour au système des tarifs protecteurs. Le gouvernement a déjà déclaré qu'il pense remettre en vigueur les droits de douane d'avant-guerre sur les vivres. Il est pourtant douteux que ce soit un remède. Les prix des vivres sont, en Allemagne, au moment où nous écrivons, au-dessous des prix du marché international; les tarifs resteraient sans effet.

D'autre part, comme l'exportation des produits agricoles est permise, les prix intérieurs s'égalent bientôt à ceux des marchés internationaux. Les tarifs protecteurs ne pourraient atteindre le résultat cherché que si — comme avant la guerre — la production à l'intérieur ne suffisait pas à la consommation. Or la consommation à l'intérieur s'est sensiblement amoindrie — effet de la misérable situation matérielle des prolétaires allemands — et la production à l'intérieur suffit à ce jour complètement à la demande. En raison de cet état de choses, les tarifs protecteurs ne pourraient modifier les prix à l'intérieur que :

1° Si le prolétaire recommençait à consommer autant qu'en 1914; ou

2° Si les produits de l'agriculture allemande diminuaient.

Une tendance à cette dernière solution politico-économique se traduit dans la grande propriété par l'amointrissement des surfaces cultivées, l'accroissement des pacages, pâturages et friches.

Le manque de crédits et de capitaux

Depuis le nouvel an, on constate un accroissement d'activité dans toutes les branches d'industrie travaillant pour les marchés intérieurs. Cette animation est due aux sommes importantes répandues avec magnanimité, en crédits, par la *Reichsbank* et par les crédits ouverts par la *Rentenbank* à l'Etat et à l'industrie. Au commencement d'avril, une nouvelle inflation s'avère; la bourse noire, comme nous l'avons dit, cote le dollar de 15 à 20 % au-dessus du pair. Il est caractéristique qu'on ait offert, en janvier, les crédits valorisés en *Rentenmark* au taux de 2 à 2,5 % et des crédits non valorisés à 4,5 % par mois.

La position prise par la presse capitaliste à la perspective d'une inflation nouvelle laisse deviner que les capitalistes ne la désiraient pas. L'inflation n'est un moyen d'enrichissement des capitalistes que tant qu'il y a possibilité d'exproprier les couches moyennes. Cette expropriation a ses limites et l'Allemagne y arrivait à peu près en août 1923.

Le grand capital étant opposé à une inflation nouvelle, celle-ci n'eut pas lieu. La *Reichsbank* limitait les crédits dès avril ce qui amenait une crise financière qui eut son contre-coup sur la production.

Conséquence de la pénurie d'argent comptant,

les intérêts augmentaient démesurément. On exigeait, en juin, les taux suivants :

Crédits à l'industrie :

Avances de la *Reichsbank*, 12 % annuel, 24 à 21 % annuel, couverture triple en effets.

Les mêmes, 1 à 3 mois, 36 à 24 % annuel, couverture triple en effets; 2 à 3 % mensuel.

Les mêmes, 1 à 3 mois, contre 1 et demi à 3 fois couverture en effet à Berlin 3 à 4,50 % mensuel, 5 à 6 % (exceptionnellement).

Les mêmes, en province, 7 à 7,50 % mensuel.

Crédit en blanc des Grandes Banques, en compte courant, environ 14 % annuel, plus 1,50 % provision par mois, égalent 32 % annuel, parfois même 36 %.

D'après un autre rapport (*Berliner Tagblatt*, 15 juillet 1924), les banques payaient entre elles, au mois d'avril, 51,2 % annuel pour argent comptant; à Francfort même 78 %. Pour les crédits mensuels valorisés, on a payé, dans la période février-juin, 22 %, jusqu'à 56 % annuel.

Les institutions financières ont tellement exploité leurs débiteurs, durant cette période, qu'il faut remonter aux temps les plus primitifs du capitalisme pour en trouver des faits analogues. Les déposants touchaient 8 à 12 % par an, alors que les Banques demandaient jusqu'à 60, et 100 % par an.

L'appauvrissement de l'Allemagne

Il ne faut pas croire que le manque de crédits ait été l'effet du manque de monnaie en circulation et qu'une émission de banknotes eût pu y mettre fin. Le manque de crédits et de capitaux est l'indice de l'appauvrissement de l'Allemagne. Cet appauvrissement déterminait, avant la stabilisation, le fléchissement rapide du mark; elle se révèle maintenant par le manque de crédits et de capitaux. L'Allemagne n'a le choix qu'entre une nouvelle inflation et la crise permanente du crédit, la disette de capitaux. Il est extrêmement caractéristique à constater qu'avant la guerre les sommes déposées dans les établissements financiers s'élevaient à 20 milliards de marks-or, tandis qu'aujourd'hui, et malgré que la thésaurisation ait recommencé après la stabilisation du mark, la somme entière des épargnes déposées n'est plus que de 250 à 270 millions de marks-or.

La restriction des crédits a, pour le moment, enrayé le danger d'une nouvelle inflation. Mais elle coûte cher. Les faillites sont à l'ordre du jour. Quand on doit payer 50 à 80 % les capitaux employés, plus un impôt sur le chiffre d'affaires de 2,50 %, plus une série d'autres impôts sur la production; quand les matières premières les plus importantes, comme le charbon et le fer, sont au prix fort par suite des accords avec la M.I.C.U.M., doit-on s'étonner que la production allemande soit inapte à la concurrence sur le marché international, malgré les salaires les plus bas? L'économie allemande est dans un cercle vicieux; pour soutenir le mark, on prend des mesures qui renchérront la production et ôtent à l'industrie la possibilité de faire concurrence sur les marchés internationaux. D'où l'augmentation des prix à l'intérieur, l'importation des produits étrangers et un bilan passif qui risque d'amener un nouveau fléchissement du mark. Le salut ne pourrait venir que d'un afflux de capitaux étrangers. C'est la raison pour laquelle les capitalistes allemands ont accepté — malgré tous les sima-

grées nationalistes — le plan Dawes. La crise de l'Allemagne ne peut donc être considérée isolément ; elle fait partie de la grande crise du capitalisme mondial.

La situation des ouvriers

Les capitalistes ont réussi à diminuer les salaires et à prolonger la journée de travail. Les salaires n'ont pas subi de modification sensible durant le premier semestre 1924. D'après la statistique officielle, les ouvriers mineurs, les ouvriers en bois, les métallurgistes, les textiles, les imprimeurs et les ouvriers des entreprises de l'Etat gagnaient, au mois d'avril 1924, en moyenne, par journée de travail prolongée :

Ouvriers qualifiés, 78,6 % sur les salaires d'avant la guerre ;

Mancœuvres, 90,2 % sur les salaires d'avant la guerre.

Pour le même temps de travail :

Ouvriers qualifiés, 75 % ;

Mancœuvres, 86,2 %.

Les salaires sont donc, d'après cette comparaison, de 25 à 14 % au-dessous des salaires d'avant-guerre. Comme les salaires des ouvriers allemands étaient, avant la guerre, bien au-dessous des salaires des travailleurs anglais, français et américains, on comprendra le malaise des capitalistes français et anglais.

La C.G.T. allemande a fait en avril une enquête sur la durée du travail dans les entreprises les plus importantes. L'enquête a touché 46.122 entreprises et 2,5 millions de travailleurs occupés.

Ses résultats suffiront à illustrer la situation générale. Les ouvriers travaillaient dans ces entreprises : 45,3 % jusqu'à 48 heures par semaine ; 54,7 % plus de 48 heures ; de ces derniers, 13 % plus de 54 heures. Quelques détails : ont travaillé plus de 48 heures : 83,9 % dans les industries textiles, 63,1 % dans la métallurgie. Dans cette dernière industrie, 21,1 % plus de 54 heures. Il est à noter que les mineurs n'ont pas été questionnés au cours de l'enquête.

La bourgeoisie a donc parfaitement su exploiter sa victoire sur les ouvriers. A une époque où un million d'ouvriers chôment, les autres travaillent en majorité plus de huit heures, dans la métallurgie 9 et 10 heures par jour et plus.

Dans la métallurgie, on constate une tendance chez le patronat au retour au statut d'avant-guerre vis-à-vis des syndicats, c'est-à-dire à la non reconnaissance pure et simple des syndicats. Les syndicats allemands sont, en fait, impuissants vis-à-vis de la métallurgie trustée, surtout dans la période de crise, où la suspension de la production ne contrarie aucunement les capitalistes. Il devient de plus en plus clair que les méthodes traditionnelles de luttes syndicales, qui se basent sur l'idée que les dommages produits par une suspension de la production sont plus élevés que le préjudice d'une augmentation des salaires, doivent être profondément révisés. La défense des intérêts des ouvriers doit aujourd'hui nous mener directement aux luttes politiques des classes.

E. VARGA.

EN ITALIE

La peur de la victoire

L'opposition constitutionnelle qui combat Mussolini ne redoute rien tant que de vaincre

Depuis l'assassinat du député Matteotti on s'est accoutumé en Italie à commenter la mort du fascisme. Ce mort, à notre avis, se porte relativement bien. Il est vrai que petit à petit les partis politiques se sont éloignés de ce cadavre ambulante ; mais aucun n'ose l'affronter. Depuis huit mois le fascisme, entré dans une phase de désagrégation définitive, est arrivé devant le fossé qui doit lui servir de tombeau ; mais personne n'ose l'y pousser. *L'opposition bourgeoise au fascisme a peur de la victoire.*

L'isolement du fascisme a commencé du jour où la masse petite-bourgeoise italienne qui lui avait donné le souffle et la vigueur, convaincue qu'il ne lui donnerait pas l'hégémonie du pouvoir, s'en est écartée. Depuis, tout le monde l'a plus ou moins lâché : les anciens combattants d'abord. Ce furent eux qui, autrefois, apportèrent au fascisme débutant la technique militaire, eux qui donnèrent l'assaut au prolétariat, eux qui détruisirent toutes les organisations ouvrières. Aujourd'hui ces mercenaires sont redevenus les champions des « libertés démocratiques ». Puis, les poètes, gloires locales, comme San Benelli en Toscane et Roberto Bracco à Naples, ou gloire internationale comme Gabriele D'Annunzio, qui

avaient vu dans le fascisme la répétition d'on ne sait quelle épopée, s'étaient enthousiasmés pour « les grandes destinées de la patrie renaissante » promises par le fascisme, et qui aujourd'hui « ne peuvent plus souffrir que tant de sang fraternel soit versé par la fureur fasciste ». Puis les magistrats qui depuis trois ans ont rempli les prisons de milliers de prolétaires en ont appelé aux « conquêtes historiques du droit italien contre un gouvernement illégal ». Les journalistes, eux-mêmes, serviteurs véreux du régime, n'ont pas voulu se laisser distancer par de plus habiles lâcheurs et, au Congrès de la presse qui vient d'avoir lieu à Palerme, se sont déclarés pour la liberté de presse ! Lâchage général : même la Confédération de l'Industrie la plus grande association patronale italienne, créatrice du fascisme, croit le moment venu de se passer de Mussolini et de ses acolytes. Dans un mémorandum qu'ils ont présenté dernièrement au dictateur, les capitalistes invoquent la Constitution, la loi, la liberté. Beau toupet ! Ils ont foulé aux pieds la loi, la constitution et les libertés, pour mieux étouffer les revendications prolétariennes. En réalité ils commencent à sentir que la compagnie du fascisme est en passe de devenir par trop compromettante, et que l'exaspération des masses est à son comble. « La force révolutionnaire de la classe ouvrière est, disent-ils, brisée ; on peut essayer de nouveau les inoffensives méthodes démocratiques. »

Revenir à la démocratie ! Voilà la parole actuelle en Italie. Les intérêts et les partis les plus disparates s'y rallient en un bloc qui va des libéraux conservateurs aux maximalistes de l'*Avanti*. Comme faisait la plèbe romaine quand elle se révoltait contre le patriciat, les gens de l'opposition se sont retirés sur le mont Aventin ; ils y restent, boudant au fascisme. De temps à autre l'écho répète : « Démocratie ! Démocratie ! » Mais le fascisme protégé par les 200.000 fusils de sa milice, fait la sourde oreille. Tant que les masses prolétariennes ne bougeront pas le fascisme ne se sentira pas en péril.

Que le fascisme, lâché de tout le monde, ne veuille pas mourir c'est assez naturel. Les gouvernants actuels, aventuriers improvisés hommes d'Etat, ont pris goût à la tâche et ne veulent pas céder la place. Mussolini disait, il y a quelques semaines : « Ce qui anime le fascisme c'est uniquement la volonté de conserver à tout prix le pouvoir ! »

L'opposition feint de ne pas comprendre. Il lui plairait tant de domestiquer le fascisme, elle lui tend si ardemment les bras pour l'entraîner dans le chemin de la démocratie ! Dépourvue de combativité, sans désir réel de s'organiser en vue de prochaines batailles, l'opposition spéculé sur les moindres événements, espérant on ne sait au juste quelle solution à la crise. De grands espoirs avaient été placés sur le Congrès libéral de Livourne. Si les libéraux derniers alliés du fascisme, lui retiraient leur appui, Mussolini ne serait-il pas dans l'obligation de transiger ? Les libéraux eux-mêmes étaient divisés, les uns croyant encore

à la nécessité de la dictature fasciste, les autres pensant que le péril bolchevik est disparu et qu'on peut revenir aux méthodes radicales, dont le prolétariat ne saura plus tirer avantage. Mais à Livourne les libéraux sont restés dans l'équivoque, plutôt hostiles d'ailleurs au régime. L'opposition s'attendait à bien autre chose, et les fascistes qui savaient le désaccord régnant parmi leurs flanc-gardes (en italien *fiancheggiatori*) ont continué à faire preuve d'indifférence. Retournée sur l'Aventin, l'opposition attendra maintenant l'ouverture de la Chambre, qui va avoir lieu dans quelques semaines. Elle ne songe nullement à s'organiser ; au contraire, l'évidence est qu'elle ne craint rien tant que la lutte. A mesure que s'éloigne « l'actualité » du crime Matteotti, le fascisme se raffermi, ses adversaires bourgeois adoucissent leur radicalisme, évoluent vers la droite. Les libéraux conservateurs gagnent en importance dans le bloc d'opposition. Ne voulant pas de lutte ouverte mais une succession au ministère l'opposition espère qu'une direction libérale sera la plus apte à négocier avec le fascisme. Les candidats à la succession de Mussolini ne se nomment plus Turrati ou Amendola, mais plutôt Salandra et qui sait si ce ne sera pas demain un général Cadorna ?

L'opposition constitutionnelle, à laquelle appartiennent les socialistes unitaires et les maximalistes, ne veut pas que la poussée populaire sans laquelle le fascisme ne peut être abattu, dépasse le but qui est, pour elle, de substituer au ministère fasciste, un autre ministère bourgeois, libéral, de coalition ou même socialiste.

Edmond PELOUSO.

LE KU KLUX KLAN

Ses origines. — L'opinion du sénateur Sherman (1871). — « 100 pour 100 d'Américanisme ». — L'« Empereur » Simmons. — Les lynchages en 1919. — Pourquoi le K. K. K. doit disparaître.

Le Ku Klux Klan a pour pays d'origine le Sud des Etats-Unis.

En mai 1866, après la guerre de Sécession, des jeunes gens se réunirent dans une petite localité de l'Etat de Tennessee pour organiser un cercle. Histoire de tuer le temps. On donna à cette organisation le nom de *Kuklos*, mot grec qui signifie cercle. Pour américaniser le mot, on le change en *Ku Klux*. D'où, pour plus d'originalité, *Ku Klux Klan*.

Après des bouleversements sociaux, l'esprit du public est naturellement ébranlé. Il devient avide d'émotions nouvelles, enclin à la mystique. Le K. K. K., avec ses accoutrements, ses rituels bizarres, ses mystères, son secret, attirera irrésistiblement la curiosité des Américains du Sud et devint très populaire.

Ce ne fut, au début, qu'un groupe de snobs et d'oisifs, sans but politique et social. Des malins y découvrirent une force pouvant servir leurs ambitions politiques.

La victoire du gouvernement fédéral venait d'affranchir les nègres et faire d'eux des citoyens. L'agriculture du Sud — dépourvue de sa main-d'œuvre noire — manquait de bras. Les anciens propriétaires risquaient d'être ruinés. Les Klans

proclameraient le principe de la suprématie de la race blanche. Antinègre, ce fut leur unique politique. La bourgeoisie agraire et esclavagiste vit dans le Klan un agent utile, presque un sauveur. Elle l'aide de toutes ses forces. Les moyens d'action du Klan allaient de l'intimidation aux assassinats. Il commit — en 3 ans — tant de crimes et de méfaits que nombre de ceux qui les soutenaient le quittèrent épouvantés.

Vers 1869, le Klan fut — sous la pression de l'opinion publique — licencié par son « empereur ». Il avait un Empereur, qui n'exerçait d'ailleurs qu'une autorité purement nominale. Les Klans locaux continuèrent leur existence et leurs crimes. Le professeur Meklin — à qui nous devons ces renseignements — dit que chaque page des treize forts volumes contenant l'enquête sur les actes du Klan faite en 1871-72, enregistre une bastonnade de noirs ou de blancs. Ces actes de violence ont souvent été commis par pur sadisme. Ils étaient, pour les membres du Klan, un divertissement favori.

On ne peut mieux connaître et juger le Klan qu'en citant le discours du sénateur Sherman, de l'Ohio, prononcé au Sénat en mars 1871. « Y a-t-il, demandait Sherman, un sénateur qui puisse me nommer — en recherchant les crimes de tous les âges — une association ou une bande dont les actes et les desseins soient plus diaboliques et plus criminels que ceux du *Ku Klux Klan*. Le *Ku Klux Klan* est une association secrète, consti-

tuee sous serment, dont les membres assassinent, volent, pillent, brutalisent, insultent, menacent. Ils commettent ces crimes non sur les forts et les riches, mais sur les pauvres, les faibles, les inoffensifs, les sans défense ! »

Le Klan vécut et « travailla » néanmoins pendant une quarantaine d'années sans trop d'éclat.

Le nouveau Klan

C'est en octobre 1915 que William Joseph Simmons, le nouvel « Empereur » du Klan fit, avec 34 de ses amis, reparaitre le K. K. K. dans l'actualité américaine. Son programme est : 100 pour 100 d'américanisme, c'est-à-dire anti-catholique, anti-sémite, anti-ouvrier, anti-nègre.

Il est à remarquer que c'est à la suite de la guerre de Sécession et de l'émancipation des noirs que l'ancien *Ku Klux Klan* naquit, ayant pour but de barrer le chemin de la vie sociale aux affranchis. Pendant la guerre mondiale, l'Amérique enrôla dans son armée et dans sa marine des centaines de milliers de noirs auxquels on promet des réformes sociales et politiques et qui, ayant fait les mêmes sacrifices que les blancs, revendiquèrent timidement les mêmes droits. Situation équivalant une « seconde émancipation ». Alors, surgit le nouveau Klan.

C'est encore dans le Sud des Etats-Unis — pays des gros planteurs et des anti-abolitionnistes, berceau du servage et du lynchage, patrie de l'ancien Klan — que l'« Empereur » Simmons a fondé le nouvel « Empire invisible ». A un interviewer, William Joseph Simmons a dit sur ses fins : « Nous sommes convaincus qu'il faut pour assurer la suprématie de la race blanche, enlever aux noirs les franchises qui leur ont été accordées. La volonté de Dieu est que la race blanche soit supérieure, et c'est par un décret de la providence que le nègre a été créé esclave. »

Aussitôt après la résurrection du Klan, on enregistra plus de 80 bastonnades dans le seul Etat de Texas, en une seule année, et 96 lynchages.

Le Klan est particulièrement florissant en Georgie, Mississippi, au Texas, en Alabama et en Arkansas. C'est dans ces Etats que les victimes du lynchage sont les plus nombreuses.

En 1919, le *Ku Klux Klan* a brûlé vifs : 4 nègres en Georgie, 2 au Mississippi, 1 au Texas.

Il a lynché : 22 nègres en Georgie, 12 au Mississippi, 10 en Arkansas, 8 en Alabama, 3 au Texas.

Il a assailli ou démoli les prisons pour lyncher les nègres qui y étaient gardés : 5 fois en Georgie, 3 en Alabama, 3 au Mississippi, 3 au Texas, 2 en Arkansas.

Il a lynché : 12 femmes au Mississippi, 7 en Alabama, 6 au Texas, 5 en Arkansas, 5 en Georgie.

Il a brûlé, pendu, noyé ou fusillé 9 anciens combattants noirs.

Le Klan a commis d'autres lynchages dans d'autres Etats, mais nous tenons à ne citer que des chiffres certains.

Le déclin du Ku Klux Klan

Le Klan est, pour plusieurs raisons, condamné à disparaître.

1. — Les nègres, ayant appris pendant la guerre qu'ils sont une force s'ils restent unis, ne laissent plus bâtonner ou assassiner impunément les leurs. Ils ripostent à chaque tentative de violence du Klan. En juillet 1919, à Washington, ils ont tenu tête au Klan et à la foule déchaînée. Pendant 4 jours, la bataille a fait rage dans la ca-

pitale. Au mois d'août, ils se sont battus pendant 5 jours contre le Klan et la foule de Chicago. 7 régiments ont été mobilisés pour rétablir l'ordre. En septembre, le gouvernement a été obligé d'envoyer des troupes fédérales à Omaha pour y faire cesser une bataille analogue. Dans divers autres Etats les nègres ne se sont pas défendus moins énergiquement.

2. — Comme son aîné, le nouveau Klan a tellement heurté l'opinion par ses excès que ceux qui l'approuvaient ou le suivaient au début commencent à le lâcher. Ses querelles intestines, ses scandales et ses fraudes financières finissent par écœurer les gens les plus indifférents et les plus tolérants. Le Sénat a été obligé de le faire poursuivre. Les journaux bourgeois eux-mêmes — tels que le *New York World*, le *Chicago Defender*, etc..., s'attaquent à lui.

3. — Son « américanisme 100/100 » et son anti-ouvriérisme groupent contre lui 20.000.000 d'Américains catholiques, 3 millions de juifs, 20 millions d'étrangers, 12 millions de nègres, tous les Américains de bons sens et toute la classe ouvrière d'Amérique.

Au dernier Congrès des Associations nègres, la motion suivante a été votée :

« Nous déclarons le *Ku Klux Klan* ennemi de l'humanité ; nous nous déclarons décidés à le combattre jusqu'au bout et à faire cause commune avec tous les travailleurs étrangers d'Amérique comme avec tous ceux qu'il persécute. »

D'autre part, l'émigration des nègres du Sud agricole vers le Nord industriel a obligé les planteurs — menacés de ruine par le manque de main-d'œuvre — à adoucir le traitement des travailleurs noirs, et, par conséquent, à condamner de plus en plus souvent les méthodes et les violences de leur agent : le Klan.

4. — Enfin, le *Ku Klux Klan* a toutes les tares des organisations conservatrices, réactionnaires, clandestines sans en avoir les qualités. Il a le mysticisme de la franc-maçonnerie, les momeries du catholicisme, la brutalité du fascisme, l'illégalité de 568 associations diverses ; mais il n'a ni doctrine, ni programme, ni vitalité, ni discipline.

NGUYEN-AL-QUAC.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement ce fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une nouvelle société se sont formés et que la dissolution des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes relations sociales.

K. MARX.

Les nouveaux prix du "Bulletin"

	France et Colonies	Etranger
3 mois	10 fr.	12 fr.
6 mois	20 fr.	24 fr.
1 an	40 fr.	48 fr.

L'exemplaire : 75 centimes.

L'IMBROGLIO CHINOIS

La défaite d'Ou-Pei-Fou. — Le coup de force de Pékin. — Situation privilégiée du gouvernement révolutionnaire de Canton.

Un changement de situation, dont il est encore difficile d'apprécier toute l'importance, s'est produit dans la Chine du Nord. Le général commandant la deuxième division des troupes du chef militaire Ou-Pei-Fou, abandonnant le front, s'est rendu à Pékin, y a occupé les édifices publics et mis en état d'arrestation le gouvernement du parti du Tchili, parti auquel appartient Ou-Pei-Fou lui-même. A la faveur de ces événements, un mouvement tournant du gouverneur de la Mandchourie, Tchang-So-Ling, a rendu des plus critiques la position de l'armée du Nord d'Ou-Pei-Fou. On dit même que cette armée serait battue. De sorte que, pour le moment, dans la lutte pour le pouvoir au Nord, Tchang-So-Ling l'emporte. Pour le moment, disons-nous, car les forces principales d'Ou-Pei-Fou sont encore aux environs de Changhaï. La base industrielle et militaire de la puissance d'Ou-Pei-Fou se trouve dans les provinces situées entre le Hoang-Ho et le Yang-Tsé-Kiang, que le maître de la Mandchourie ne pourra vraisemblablement pas occuper. Il serait donc prématuré de considérer Ou-Pei-Fou, dont les talents d'organisateur sont grands et qui a l'appui de la bourgeoisie des provinces centrales, comme définitivement battu.

Il est d'ailleurs trop tôt pour se former une opinion sur le coup d'Etat de Pékin. Le général « Chrétien » Feng-Iou-Siang, que la presse américaine appelle tout court le général Feng, auteur du coup d'Etat de Pékin, était, jusqu'à présent, considéré comme un agent des Etats-Unis. D'aucuns disaient qu'il serait appelé à faire le contre-poids d'Ou-Pei-Fou si celui-ci s'émancipait par trop. En l'occurrence, pourtant, Feng a fait le jeu

de Tchang-So-Lin et du Japon, alors que le dollar est maintenant plus fort que le yen. Cette situation n'est pas claire. Elle nous ménage encore des surprises.

Mais une autre chose est claire. Si Ou-Pei-Fou avait été vainqueur de son rival Tchang-So-Ling, le gouvernement national révolutionnaire de Canton, présidé par Sun-Yat-Sen, aurait couru un grand danger. Ou-Pei-Fou doit maintenant entreprendre de reconquérir les positions qu'il a perdues au Nord. Tenir Pékin, c'est tenir le gouvernement central. Or, Tchang-So-Ling a une armée de 250.000 hommes. Feng et le gouverneur du Tchili qui s'est joint à lui disposent de 30.000 hommes. Ou-Pei-Fou viendra difficilement à bout de tels adversaires, de sorte que Sun-Yat-Sen bénéficie d'une trêve dont il pourra profiter pour affermir et organiser ses forces. Si Tchang-So-Ling finit par gagner la partie, représentant comme Ou-Pei-Fou l'aspiration des capitalistes à un pouvoir fort et centralisé, il se retournera à son tour contre son allié d'aujourd'hui le gouvernement démocratique de Canton. Mais il lui faudra du temps, des années pour s'installer à Pékin, établir des liens durables avec les milieux capitalistes. En tout état de chose, Sun-Yat-Sen et le mouvement national démocratique chinois auront la possibilité de se fortifier. La guerre des Touk-Youn (général gouverneurs) débilite l'Etat chinois. Mais en se prolongeant elle épuise le parti militaire, elle aggrave la crise sociale, elle prépare la petite-bourgeoisie intellectuelle — nombreuse et influente en Chine — à tenter de résoudre par en bas, révolutionnairement, le problème de l'unité nationale que les cliques capitalistes militaires sont impuissantes à résoudre.

Karl RADEK.

L'expropriation des Expropriateurs

La propriété privée, gagnée par le travail personnel, et que l'individu libre a créée en s'identifiant en quelque sorte avec les conditions de son travail, fait place à la propriété privée capitaliste, qui repose sur l'exploitation du travail d'autrui, qui n'a que l'apparence de la liberté.

Dès que ce procès de transformation a suffisamment décomposé, pour le fond aussi bien que pour la forme, la vieille société ; dès que les ouvriers ont été changés en prolétaires et leurs conditions de travail en capital ; dès que le mode de production capitaliste se suffit à lui-même, la socialisation progressive du travail est la transformation consécutive de la terre et des autres moyens de production en moyens de production communs, parce que socialement exploités et, par suite, l'expropriation des propriétaires privés prend une forme nouvelle.

Cette expropriation s'opère par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux. Chaque capitaliste en tue beaucoup d'autres.

Concurremment avec cette centralisation, ou l'expropriation de beaucoup de capitalistes par quelques-uns se développent la forme coopérative, sur

une échelle de plus en plus grande, du procès du travail, l'application raisonnée de la science à la technique, l'exploitation systématique du sol, la transformation des moyens particuliers de travail en moyens ne pouvant être utilisés qu'en commun, l'économie de tous les moyens de production par leur utilisation comme moyens de production d'un travail social combiné, l'entrée de tous les peuples dans le réseau du marché mondial et, par conséquent, le caractère international du régime capitaliste.

A mesure que diminue le nombre des grands capitalistes, qui accaparent et monopolisent tous les avantages de ce procès de transformation, on voit augmenter la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégénérescence, l'exploitation, mais également la révolte de la classe ouvrière qui grandit sans cesse et qui a été dressée, unie, organisée par le mécanisme même du procès de production capitaliste.

Le monopole du capital devient l'entrave du mode de production qui s'est développé avec lui et par lui. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail arrivent à un point où elles ne s'accroissent plus de leur enveloppe capitaliste et la font éclater.

La dernière heure de la propriété privée capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont expropriés à leur tour.

Le système d'appropriation capitaliste découlant du mode de production capitaliste et, par suite, la propriété privée capitaliste, constituent la première négation de la propriété privée individuelle fondée sur le travail personnel. Mais avec la fatalité d'un procès naturel, la production capitaliste engendre sa propre négation. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non pas la propriété privée, mais la propriété individuelle, fondée sur les conquêtes de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession collective de la terre et des moyens de production, produits par le travail lui-même.

La transformation de la propriété privée, fondée sur le propre travail des individus, et morcelée, en propriété capitaliste, constitue naturellement une opération beaucoup plus longue, plus dure et plus difficile que la transformation en propriété sociale de la propriété capitaliste qui, de fait, repose déjà sur un mode de production sociale. Là il s'agit de l'expropriation de la masse populaire par quel-

ques usurpateurs ; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse populaire.

Le progrès de l'industrie, que la bourgeoisie réalise sans le vouloir et sans pouvoir s'y opposer, remplace l'isolement des ouvriers, créé par la concurrence, par leur union révolutionnaire créée par l'association. A mesure que la grande industrie se développe, la bourgeoisie voit donc disparaître sous ses pieds la base sur laquelle elle produit et s'approprie les produits. Elle produit avant tout son propre fossoyeur. Sa disparition et le triomphe du prolétariat sont également inéluctables... De toutes les classes que la bourgeoisie trouve en face d'elle, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes s'affaiblissent et périssent avec la grande industrie, dont le prolétariat est le produit spécifique. Les classes moyennes, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le cultivateur, tous combattent la bourgeoisie, pour échapper à la ruine et à la disparition... Ils sont réactionnaires, puisqu'ils cherchent à faire tourner en sens inverse la roue de l'histoire.

Karl MARX.

CHRONIQUE DES CELLULES

Les expériences de nos Partis frères

La réorganisation du Parti communiste allemand. - Où en sommes-nous ?

Jusqu'ici le mot d'ordre était : création de cellules.

Maintenant le mot d'ordre qu'il faut réaliser immédiatement est : Transformation de toute l'organisation sur la base des cellules d'entreprises.

Le travail des cellules d'entreprises a partout commencé. Dans les entreprises, les unes après les autres et au terme fixé, on a commencé le travail.

Le mouvement pour la création des cellules s'est développé, et se développe encore, de la manière suivante :

Préparation, par la propagande, pour le travail des cellules d'entreprises, dans les comités et assemblées des fonctionnaires et membres du parti : rapports aux conférences et congrès de régions sur le travail des cellules ; élaboration de plans de travail précis ; enregistrement des membres d'après leur lieu de travail ; en même temps, enregistrement des entreprises par les groupes locaux et les districts sous le contrôle du comité de région au moyen de statistiques officielles ; concentration des forces du parti, d'abord dans les régions industrielles les plus importantes et ensuite dans les entreprises les plus importantes.

Ce travail étant accompli, convocation de l'assemblée constituante de la cellule dans chaque entreprise. Election d'un comité de la cellule, puis assemblées régulières. Publication de journaux de cellules d'usines paraissant régulièrement. Conférences locales de camarades appartenant aux comités de cellules.

Organisation intérieure du travail de la cellule

Encaissement des cotisations dans les entreprises. Transfert du travail politique dans les entreprises, c'est-à-dire, discussions dans les cellules de toutes les questions intéressant le Parti. Campagnes décidées par le Parti et à mener dans l'entreprise.

Voici en quelques mots brefs, le chemin parcouru jusqu'ici : les meilleures organisations sont déjà en train de se reformer sur la base des cellules d'entreprises ; la plupart sont en train d'organiser l'encaissement et de transférer le travail politique dans les entreprises. Les mauvaises organisations en sont encore au début du travail des cellules.

Les comités responsables doivent placer sur tous les points faibles des forces spéciales de façon à ce que les régions ou groupes locaux retardataires puissent rattraper le temps perdu.

Organisation rationnelle des cellules d'entreprises

La conquête des entreprises les plus importantes est absolument nécessaire. Dans chaque grande ou moyenne entreprise, il doit exister une cellule illégale du Parti, organisée rationnellement et travaillant d'une manière adroite, et dont la direction distribue, d'après un plan préconçu, les différents travaux aux membres des cellules.

Chaque entreprise possède son propre journal, confectionné d'une manière illégale, qui est destiné à être répandu en masses. L'encaissement des cotisations se fera dans chaque entreprise. Organisation d'un service de littérature et de

journaux dans l'entreprise. Organisation d'une correspondance illégale à la fois pour le journal quotidien légal et pour le journal illégal de la cellule.

Organisation d'un service de renseignements dans l'entreprise, à opposer au système de mouchardage de la direction. Formation de cadres pour les centurions en choisissant des camarades sûrs.

Travail rationnel de la cellule pour ramener les ouvriers dans les syndicats. Mise à l'ordre du jour des assemblées de l'entreprise des propositions se rapportant à cette question. Création et conquête de l'appareil syndical dans l'entreprise. Contrôle du Conseil d'usine.

Chaque camarade chômeur devra rester membre de sa cellule. Des exceptions ne pourront être tolérées que dans des cas particuliers.

Toutes les questions politiques du Parti devront être discutées dans les cellules et toutes les campagnes décidées par le Parti, menées, après avoir été préparées dans l'assemblée de la cellule, par l'agitation individuelle et par des réunions plénières de l'entreprise.

Les cellules reçoivent de la direction du Parti tout le matériel qui a été envoyé jusqu'ici aux sections locales.

Les députés devront présenter des rapports dans les assemblées de cellules et d'entreprises, sur les projets de loi déposés par la fraction communiste au Reichstag (loi de socialisation, amnistie, etc.).

Les cellules d'entreprises existant devront s'appliquer à créer des cellules dans les entreprises du voisinage. Les communistes des entreprises où il n'existe pas encore de cellule, doivent se mettre en rapport avec la cellule la plus proche et participer à ses séances jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à fonder une cellule dans leur propre entreprise.

LES CHOMEURS. — En principe, le chômeur reste membre de la cellule de l'entreprise où il a travaillé en dernier lieu. Une exception ne pourra être faite qu'au cas où ce membre habiterait trop loin. Les camarades révoqués conservent leur fonction dans les comités et commissions de la cellule aussi longtemps que la cellule n'en décide pas autrement. C'est ainsi que l'on conservera la liaison avec les chômeurs et les camarades travaillant. *Il ne doit pas y avoir des cellules de chômeurs.*

LES MENAGERES adhèrent aux cellules des entreprises de leur arrondissement.

En cas de mutation d'une cellule à une autre, la carte du membre va de l'ancienne cellule à la nouvelle cellule, *en passant par la direction du Parti.*

La direction du Parti et les cellules d'entreprises

La réorganisation du Parti sur la base des cellules est la pierre de touche qui permettra de déterminer la capacité ou l'incapacité d'organisation des comités responsables.

Celui qui ne s'assimile pas le nouveau travail, sera rapidement rejeté. Les chefs d'organisation sont responsables de la mise en œuvre. Ils doivent élaborer un plan de travail et accomplir mot à mot les tâches prescrites, et exercer un contrôle détaillé.

Le leit-motiv est : *Il faut absolument concentrer nos forces principales sur les points les plus im-*

portants. Le Parti doit mettre la main sur toutes les entreprises qui peuvent jouer un rôle décisif dans les luttes économiques et politiques. Dans les endroits qui restent en arrière, il faudra envoyer des instructeurs ou commissaires (plusieurs districts ont employé dans ce but des camarades chômeurs ou révoqués qui ont de l'expérience).

La direction devra connaître les entreprises de sa région et être au courant du travail communiste à l'intérieur de ces entreprises. Les cellules devront livrer des rapports réguliers. A côté du rapport général sur le travail politique et d'organisation de la cellule, les cellules devront envoyer des rapports sur la situation particulière dans l'entreprise, sur les salaires et les conditions de travail.

Des rapports spéciaux devront être envoyés lors de mouvements spontanés (grèves, etc.). Il ne faut pas que nos directions soient surprises par ces mouvements. Elles doivent être informées à temps sur l'état d'esprit et les possibilités de conflit dans les entreprises, pour qu'elles puissent collaborer avec les cellules du groupe d'industrie en question, préparer la lutte et la déclencher au moment propice. Durant les luttes, il faut envoyer des instructions spéciales aux cellules des entreprises en lutte. Celui qui dans le stade actuel de la lutte de classes ne comprend pas de telles mesures, ne peut travailler à la tête de l'organisation du Parti communiste allemand.

Les directions doivent veiller à ce que l'encaissement des cotisations dans les entreprises soit effectué sans hésitation et sans timidité, malgré certains obstacles matériels et idéologiques. L'expérience prouve qu'avec un peu d'intelligence et d'habileté l'encaissement dans l'entreprise est possible, même sous la plus grande terreur patronale.

L'encaissement doit se faire même avant que tous les camarades de l'usine soient incorporés dans la cellule. Le double enregistrement ne peut que faciliter le contrôle du paiement des cotisations.

Là où des conflits économiques éclatent, il faut organiser des conférences des chefs des cellules les plus importantes. Les entreprises électriques et les chemins de fer doivent retenir spécialement notre attention. Les cellules d'entreprises des chemins de fer seront organisées d'après un plan spécial.

Le travail du Parti sera de plus en plus transféré dans les entreprises ; les meilleures forces du Parti doivent être mises à la disposition des cellules comme rapporteurs, propagandistes, etc. Toutes les circulaires, tous les documents, etc., seront désormais envoyés aux chefs de cellules (à des adresses illégales).

Il ne doit plus y avoir dans le Parti des membres actifs (fonctionnaires) et des membres inactifs (simples). La résolution du V^e Congrès mondial a remplacé les termes « fonctionnaires » et « assemblées de fonctionnaires » par les termes « délégués » et « assemblées de délégués ». L'assemblée des délégués reflétera mieux l'état d'esprit des cellules et des larges masses ouvrières.

Il faut que les rédacteurs des journaux du Parti en fassent de véritables journaux ouvriers, dans lesquels on consacrerait chaque jour une large place aux rapports d'entreprises, aux lettres d'ouvriers, poésies d'ouvriers, etc.

Il y a déjà toute une série de journaux qui publient des suppléments réguliers dans ce sens et qui ont fait des progrès sensibles dans ce domaine. Dans chaque localité et dans chaque entreprise il faudra trouver des rapporteurs et les réunir régulièrement toutes les semaines. Dans certaines organisations, comme à Berlin, Chemnitz, Dresde, Essen, ce système a donné de bons résultats. Dans ces cours se formera peu à peu un bon noyau de correspondants ouvriers et de rédacteurs pour les journaux de cellule et pour la presse légale du Parti. Là où il paraît de nombreux journaux de cellule, dans les organisations de grandes villes, comme par exemple à Berlin, les camarades éditent une correspondance spéciale pour les journaux de cellule qui contient des documents simples, brefs et adaptés aux besoins des usines.

Si les cellules procèdent d'une manière rationnelle à la fondation de fractions syndicales et à la conquête du corps des fonctionnaires syndicaux dans l'usine, nous n'aurons pas seulement les entreprises sous notre influence, mais avec le temps aussi les syndicats.

Les conseils d'entreprises ne se trouveront plus dans le vide, s'ils travaillent étroitement avec les cellules.

Le mouvement des chômeurs sera beaucoup plus étroitement lié au Parti, si tous les chômeurs deviennent membres des cellules d'usines.

Lorsque le colportage dans les usines sera organisé, l'Agitprop sera capable de diffuser une quantité énorme de littérature. (Les districts qui ont organisé des bibliothèques circulantes dans les entreprises sont arrivés à de bons résultats).

Le mouvement des femmes ne deviendra un mouvement vivant que du moment où il s'appuiera sur les ouvrières dans les usines.

Il faut collaborer étroitement avec la Jeunesse. La Jeunesse constitue des cellules spéciales.

Une chose entre toutes autres doit être toujours soulignée : le travail de la cellule est un travail sévèrement illégal.

L'adversaire — comme on nous le signale de partout — pénètre également dans les entreprises. Aucune convocation de réunion des cellules ne doit avoir lieu dans la presse. Il faut être excessivement prudent avec les adresses et les rapports internes des entreprises. Dans ce but, il faut créer des liaisons et moyens de communications illégaux. Si l'on est quelque peu prudent, on aura une certaine garantie que les mouchards ne pénètrent pas si facilement dans l'appareil.

La cellule est la base du Parti

Réorganisation signifie : la cellule sera la seule base de l'organisation du Parti. La cellule jouit dans le Parti d'une influence décisive. Tous les droits et devoirs des membres du Parti s'exercent dans l'organisation bâtie sur la base économique des cellules d'usine. L'appareil actuel du Parti sera dissous aussitôt que le travail politique et d'organisation se fera dans les cellules.

L'existence simultanée et fâcheuse des deux formes d'organisation — cellules d'usine et cellule locale ou de rue — cessera et la réorganisation définitive du Parti s'accomplira rapidement. La cellule locale ou de rue, là où elle est encore nécessaire comme stade intermédiaire, n'est qu'un moyen auxiliaire pour le travail de

réorganisation. Toute l'organisation du Parti croit de bas en haut et plonge ses racines dans les entreprises. *L'atmosphère de l'entreprise imprègne tout l'appareil du Parti.* La structure sociale et le contrôle individuel des membres, maintenant devenu possible, empêcheront qu'à l'avenir une partie de l'appareil se fige ou devienne incapable de travailler.

Durant la période de transition la création ou le maintien de cellules locales ou de rue est nécessaire pour le bon accomplissement de la réorganisation ; par exemple partout où les cellules sont encore faibles.

Dans certains cas, d'ailleurs rares, il va falloir maintenir ou créer les cellules de rue — là où il n'y a pas du tout d'entreprises dans le quartier. Mais là encore il faudra respecter ce principe fondamental : dans toutes les villes ou autres endroits, l'influence décisive est exercée par les cellules d'entreprise.

Là où il existe à la campagne de grandes exploitations agricoles occupant un grand nombre d'ouvriers agricoles, on doit former des « cellules de fermes ».

Dans les villages, où il n'y a que peu de fermes, les membres du Parti (ouvriers agricoles et petits paysans) formeront la cellule du village (groupe local).

Dans les campagnes où il n'y a que quelques camarades isolés dans le village, dans les exploitations agricoles, les « cellules de fermes » et les « cellules de villages » formeront des groupes de villages.

L'AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE (Brazzaville, Libreville, Bangui, Fort Lannuy), embrasse quatre fois la superficie de la France et s'étend de l'embouchure du Congo à la Tripolitaine. Elle est peuplée (d'après le recensement de 1921) de 2.850.868 habitants dont 1.932 européens. Moins de deux mille exploitants pour mettre en coupe réglée un pays peuplé de trois millions de noirs et dont les richesses naturelles sont grandes. Productions principales : caoutchouc, bois, ivoire, huile de palme, amandes de palme, cocos, café. L'exportation du caoutchouc seul, en 1921, était estimée à près de 14.000.000 de francs. En échange de ces richesses, la métropole importait la même année, dans sa colonie, des produits alimentaires pour 1.698.787 francs ; des vins et spiritueux pour 1.732.336 francs ; des tissus pour 1.394.500 francs ; du matériel et de l'outillage pour 826.000 francs. Le lecteur voudra bien comparer aux richesses exportées du pays noir qui se dépeuple, ce qu'il a reçu en échange : deux fois plus d'alcool que d'outillage, les vins et spiritueux venant, pour l'importance du trafic, en tête ! La population en proie à la civilisation — par les spiritueux notamment — disparaît. Le caoutchouc et les bois exportés enrichissent en revanche dans la métropole quelques douzaines d'hommes d'affaires ; mais le contribuable français comble annuellement le déficit du budget d'une administration coloniale aussi consciencieuse que criminelle. En 1923 une subvention de 8 millions de francs a dû être versée à l'A.E.F., complétée d'ailleurs par un prélèvement de 2 millions 905.866 sur les caisses de réserve.

8.000 enfants environ — sur près de 3 millions d'habitants — bénéficient dans l'immense colonie des bienfaits de l'enseignement laïc ou religieux.

LA RUSSIE DES SOVIETS

La solution soviétiste du problème des nationalités

Les Républiques autonomes de l'Union soviétiste. Les langues nationales. — L'enseignement. La presse.

Les principes de la politique nationale, proclamés par la Révolution d'Octobre dans la déclaration des Droits des Peuples de la Russie, sont strictement appliqués.

La guerre civile nous a empêchés de les appliquer systématiquement. Mais aussitôt que nous en avons eu la possibilité, nous avons abordé le problème national et sa solution a, dans une très appréciable mesure, facilité notre victoire.

Les différents peuples de l'Union Soviétiste se placent à des niveaux de culture et de situation économique très variés, commençant par la vie nomade patriarcale et par la féodalité pour arriver jusqu'à un capitalisme assez développé. Leur situation géographique et ethnographique est aussi très différente.

On conçoit quelles diversités de constitution sociale en résulte. Nous avons en ce moment les Etats nationaux suivants, formant des Républiques alliées :

1) R.S.F.S.R. (République Socialiste Fédérative des Soviets Russes), comprenant treize Républiques et dix territoires autonomes ;

2) L'Ukraine ;

3) La Russie blanche ;

4) La République Fédérative des Soviets de la Transcaucasie, qui se compose à son tour des Républiques de l'Azerbeïdjan, de Géorgie, d'Arménie.

La R.S.F.S.R. embrasse les Républiques autonomes :

1) Tatar, 2) Baschire, 3) Kirgize, 4) Turkestan, 5) Osétie, 6) Ingouchétie, 7) Daghestan, 8) Crimée, 9) Bouriate-Mongole, 10) Yakoute, 11) Karélie, 12) Allemands de la Volga.

Les territoires autonomes de la R.S.F.S.R. sont les suivants :

1) Tchouvaches, 2) Mari (Tcheremisses), 3) Voïtiaks, 4) Kalmouks, 5) Souriens, 6) Khobardins-Balkanes, 7) Kara-Tcherkesses. 8) Tchetchentsi, 9) Adigoi, 10) Oirat (de l'Altaï).

Un décret provisoire prévoit la division de la République du Turkestan en Etats nationaux séparés. Il est possible que, dans ce cas, les deux Républiques populaires Boukhara et Choresme (Khiva) enclavées dans le Turkestan, adhèrent formellement à l'Union Soviétiste.

Des institutions desservent les minorités nationales vivant sur les territoires de l'Union. Ces minorités sont :

1) Juive, 2) Polonaise, 3) Lettone, 4) Finlandaise, 5) Esthonnienne.

Les luttes nationales de l'ancienne Russie seront bientôt oubliées. Les Arméniens et les Tatars ne s'entretient plus comme auparavant sous l'œil quasi bienveillant des autorités. Les pogroms antisémites appartiennent à un passé irrémédiablement révolu. Toutes les nationalités sont égales.

Dans les Républiques nationales, aucune « russification ». La langue maternelle est partout langue d'Etat. Même chose dans l'enseignement. Auparavant, les cours avaient lieu en langue russe dans toutes les écoles, même dans des provinces où toute la population ne parlait que l'ukrainien. Il y a maintenant des Universités ukrainiennes. Des peuples, qui n'avaient aucune littérature nationale, en ont une depuis la Révolution. Des langues qui ne s'imprimaient pas s'impriment couramment.

L'instruction populaire a fait, en Orient, des progrès remarquables. 94 % des Kirghizes et 99 % des Turkmènes étaient illettrés il y a peu d'années encore. Ils sortent lentement — mais ils sortent — de cet obscurantisme. Des Universités Communistes de l'Orient existent à Tachkent, à Kazan, à Moscou. 62 nationalités y sont représentées.

L'Université Orientale de Moscou a 1.500 étudiants. L'Université communiste Occidentale de Moscou comprend réellement neuf écoles nationales (lettons, esthoniens, lithuaniens, blanc-russiens, roumains, juifs, allemands, polonais, finlandais). Dans plusieurs grandes villes, les écoles soviétistes et communistes ont des sections nationales.

Une des acquisitions les plus importantes des nationalités libérées est leur presse. Les peuples de l'Orient n'avaient, sous l'ancien régime, aucune presse périodique et aucune littérature en dehors de la littérature religieuse. Les nationalités de la Russie Centrale étaient un peu plus heureuses, mais leur presse, du reste médiocre, était habituellement tracassée. Il existe actuellement 108 journaux nationaux, 8 journaux paraissent en langue kirghize, et 18 en langue tatare, etc. La presse des nationalités constitue 20 % de notre presse entière.

La Librairie de l'Etat édite des livres en diverses langues. Le nombre des ouvrages imprimés en langues autre que la langue russe a augmenté cette année de 114 % en comparaison de l'an passé. Il a été décidé de publier les œuvres principales de Lénine dans les diverses langues nationales. Le Congrès des Soviets a voté les crédits nécessaires. L'éducation politique des nationalités libérées par la Révolution, sera ainsi pourvue d'un instrument précieux.

B. M.



TRAVAIL ORGANISÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : R. BELLANGER.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur